COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Pour diffusion immédiate

Solide performance sur toute la ligne pour COGECO inc.

Montréal, le 12 juillet 2012 – COGECO inc. (TSX : CGO) (« COGECO » ou la « Société ») a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le troisième trimestre de l'exercice 2012 clos le 31 mai 2012, conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2012 :

- Les produits ont augmenté de 8,4 %, pour atteindre 358 millions $, et de 12,1 %, pour atteindre 1 049,7 millions $;

- Le bénéfice opérationnel avant amortissements[(1)] a augmenté de 11,6 % par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice 2011, pour s'établir à 158,4 millions $, et de 8,9 % par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice précédent, pour s'établir à 443,2 millions $;

- La marge opérationnelle[(1)] a augmenté au cours du trimestre, passant de 43 % à 44,3 %, et a diminué pendant les neuf premiers mois, passant de 43,5 % à 42,2 %, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent;

- Le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies a totalisé 55,4 millions $ au troisième trimestre, comparativement à 54,4 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012, le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies s'est élevé à 129,3 millions $, comparativement à 134 millions $ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011. Cet écart au titre du bénéfice pour la période de neuf mois est essentiellement attribuable à l'augmentation de la dotation aux amortissements imputable à la réduction de la durée d'utilité de certaines immobilisations corporelles, contrebalancée en partie par l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements;

- Le bénéfice de la période s'est chiffré à 55,4 millions $ au troisième trimestre, comparativement à une perte de 179,2 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012, le bénéfice de la période s'est chiffré à 184,8 millions $ comparativement à une perte de 117 millions $ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011. Ces hausses au cours des deux périodes sont principalement attribuables à la radiation de l'investissement net de la Société dans sa filiale portugaise constatée au moyen d'une perte de valeur sans effet de trésorerie d'un montant de 225,9 millions $ au cours du troisième trimestre de 2011. La filiale portugaise a par la suite été cédée le 29 février 2012;

- Les flux de trésorerie nets[(1)] ont atteint 29,5 millions $ pour le trimestre, comparativement à 65,5 millions $ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie nets ont diminué au troisième trimestre par rapport à l'exercice précédent en raison de l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles combinée aux différences quant aux exigences en matière de comptabilisation de la charge d'impôt exigible sur le résultat, partiellement contrebalancées par l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements. Pour les neuf premiers mois, les flux de trésorerie nets se sont chiffrés à 73,8 millions $, comparativement à 85,7 millions $ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011. Pour les neuf premiers mois, la diminution par rapport à l'exercice précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles, contrebalancée en partie par l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements;

- Un dividende trimestriel de 0,18 $ l'action a été versé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, ce qui représente une augmentation de 0,06 $ l'action, ou 50 %, par rapport au dividende de 0,12 $ l'action versé au troisième trimestre de l'exercice 2011. Les versements de dividendes pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012 ont totalisé 0,54 $ l'action, contre 0,36 $ l'action à l'exercice 2011;

---

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » du rapport de gestion.

- Dans le secteur de la câblodistribution, le nombre d'unités de service primaire[(1)] a augmenté de 6 246 pendant le trimestre et de 64 705 pour les neuf premiers mois, pour un total de 1 962 174 unités de service primaire au 31 mai 2012.

« Nous sommes satisfaits des résultats favorables obtenus pour le troisième trimestre de l'exercice 2012. La filiale de câblodistribution continue de croître, et la plupart de nos indices de performance sont bien alignés sur nos objectifs. Ces résultats solides démontrent que, grâce à une gestion serrée des coûts et à une stratégie de marketing concurrentielle, Cogeco Câble maintient une croissance dans cette industrie hautement concurentielle », a déclaré M. Louis Audet, président et chef de la direction de COGECO inc.

« Dans l'ensemble, nous sommes satisfaits des résultats financiers de notre division de la radiodiffusion. Les récents sondages BBM confirment une fois de plus notre solide position dominante sur le marché montréalais et la bonne performance de nos stations de radio dans l'ensemble de la province. Par ailleurs, nous poursuivons l'intégration de Métromédia, qui, comme prévu, permettra d'améliorer notre offre médiatique », a ajouté M. Audet.

AU SUJET DE COGECO

COGECO est une entreprise de télécommunications diversifiée. Par l'intermédiaire de sa filiale Cogeco Câble, COGECO fournit à sa clientèle résidentielle des services Audio, de Télévision analogique et numérique ainsi que d'IHV et de Téléphonie au moyen de ses réseaux de câblodistribution bidirectionnels à large bande. De plus, Cogeco Câble fournit à sa clientèle commerciale, par l'intermédiaire de sa filiale Cogeco Services Réseaux, des services de réseautage de données, des applications d'affaires électroniques, de vidéoconférences, d'hébergement Web, d'Ethernet, de ligne privée, de voix sur IP, d'accès IHV, de stockage de données, de co-implantation, de services de TI gérés, de services d'informatique en nuage ainsi que d'autres fonctions de communication évoluées. Par l'intermédiaire de sa filiale Cogeco Diffusion, COGECO détient et exploite, à l'échelle du Québec, 13 stations de radio offrant une programmation variée et complémentaire destinée à un large éventail d'auditoires ainsi que son agence de nouvelles, Cogeco Nouvelles. Cogeco Diffusion exploite également Métromédia, une entreprise de représentation spécialisée dans le domaine de l'affichage publicitaire dans les transports collectifs qui détient des contrats exclusifs de représentation au Québec, où elle représente également ses partenaires d'affaires actifs dans d'autres marchés canadiens. Les actions subalternes à droit de vote de COGECO sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : CGO). Les actions subalternes à droit de vote de Cogeco Câble sont également inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : CCA).

– 30 –

Source : **COGECO Inc.**
Pierre Gagné
Premier vice-président et chef de la direction financière
Tél. : 514-764-4700

Renseignements : **Médias**
René Guimond
Vice-président, Affaires publiques et communications
Tél. : 514-764-4700

Conférence téléphonique pour les analystes financiers :

Le jeudi 12 juillet 2012 à 11 h (HNE)
Les représentants des médias sont invités à assister à titre d'auditeurs seulement.

Prière d'appeler cinq minutes avant le début de la conférence en utilisant une des liaisons téléphoniques suivantes :

Numéro d'accès pour le Canada et les États-Unis : **1-800-820-0231**
Numéro d'accès international : **+ 1-416-640-5926**
Code de confirmation : **1348176**
Par Internet au www.cogeco.ca/investisseurs

Pour écouter la retransmission de la conférence téléphonique, accessible jusqu'au 11 octobre, veuillez composer un des numéros suivants :
Numéro d'accès pour le Canada et les États-Unis : **1-888-203-1112**
Numéro d'accès international : **+ 1-647-436-0148**
Code de confirmation : **1348176**

(1) Représente la somme des clients des services de Télévision, d'Internet haute vitesse (« IHV ») et de Téléphonie.



RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2012

FAITS SAILLANTS

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)	Trimestres clos les 31 mai			Neuf mois clos les 31 mai		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
	$	$	%	$	$	%
	(non audité)	(non audité)		(non audité)	(non audité)	
Opérations						
Produits	358 032	330 258	8,4	1 049 668	936 241	12,1
Bénéfice opérationnel avant amortissements[1]	158 446	142 025	11,6	443 225	407 161	8,9
Marge opérationnelle[1]	44,3%	43,0%	–	42,2%	43,5%	–
Bénéfice opérationnel	95 473	90 242	5,8	229 046	242 167	(5,4)
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	55 373	54 371	1,8	129 346	133 994	(3,5)
Bénéfice (perte) de la période lié(e) aux activités abandonnées	–	(233 573)	–	55 446	(250 955)	–
Bénéfice (perte) de la période	55 373	(179 202)	–	184 792	(116 961)	–
Bénéfice (perte) de la période attribuable aux propriétaires de la Société	19 303	(56 303)	–	63 162	(39 278)	–
Flux de trésorerie						
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles des activités poursuivies	109 546	141 106	(22,4)	245 571	284 375	(13,6)
Flux de trésorerie liés aux opérations[1]	117 606	129 327	(9,1)	327 498	270 755	21,0
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	88 141	63 807	38,1	253 731	185 049	37,1
Flux de trésorerie nets[1]	29 465	65 520	(55,0)	73 767	85 706	(13,9)
Situation financière[2]						
Immobilisations corporelles	–	–	–	1 285 200	1 272 251	1,0
Total de l'actif	–	–	–	2 994 431	2 871 648	4,3
Endettement[3]	–	–	–	1 186 252	1 056 214	12,3
Capitaux propres	–	–	–	1 169 646	1 043 680	12,1
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	–	–	–	385 740	342 525	12,6
Croissance des unités de service primaire[4]	6 246	18 304	(65,9)	64 705	86 570	(25,3)
Données par action[5]						
Bénéfice (perte) par action attribuable aux propriétaires de la Société						
Lié(e) aux activités poursuivies et abandonnées						
De base	1,15	(3,36)	–	3,78	(2,35)	–
Dilué(e)	1,15	(3,36)	–	3,75	(2,35)	–
Lié aux activités poursuivies						
De base	1,15	1,13	1,8	2,71	2,48	9,3
Dilué	1,15	1,13	1,8	2,69	2,48	8,5
Lié(e) aux activités abandonnées						
De base	–	(4,49)	–	1,07	(4,83)	–
Dilué(e)	–	(4,49)	–	1,06	(4,83)	–

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »); par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » du rapport de gestion.

(2) Au 31 mai 2012 et au 31 août 2011.

(3) L'endettement est défini comme le total de l'endettement bancaire, du billet promissoire à payer, des paiements en capital sur la dette à long terme, du solde relatif à des acquisitions d'entreprises et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés.

(4) Représentent la somme des clients des services de Télévision, d'Internet haute vitesse (« IHV ») et de Téléphonie.

(5) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.



RAPPORT DE GESTION

Périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2012

ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives futures et aux événements, aux affaires, aux opérations, au rendement financier, à la situation financière ou aux résultats anticipés de COGECO et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « prévoir », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les résultats opérationnels et le rendement économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats opérationnels, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires, que COGECO juge raisonnables au moment de les formuler. Bien que la direction considère ces hypothèses comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, elles pourraient s'avérer inexactes. La Société avise le lecteur qu'en raison du ralentissement économique observé au cours des dernières années, les énoncés de nature prospective et les hypothèses sous-jacentes de la Société sont sujets à de plus grandes incertitudes et que, par conséquent, ils pourraient ne pas se réaliser ou les résultats pourraient différer de façon importante des attentes de la Société. Il est impossible pour COGECO de prédire avec certitude l'incidence que les incertitudes économiques actuelles pourraient avoir sur les résultats futurs. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes (décrits dans la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel de 2011 de la Société), qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de COGECO. Ces facteurs comprennent des conditions comme l'évolution de la technologie, du marché et de la concurrence, les développements sur le plan des politiques gouvernementales ou de la réglementation, la conjoncture économique, la conception de nouveaux produits et services, l'amélioration de produits et services existants et la mise en marché de produits concurrentiels offrant des avantages du point de vue de la technologie ou autre, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société. En conséquence, les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective maintenant ou à une quelque autre date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective avant le prochain trimestre.

Comme il est décrit à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2012, les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada, qui étaient auparavant utilisés pour la préparation des états financiers consolidés, ont été remplacés à la suite de l'adoption des Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») le 1er janvier 2011. Par conséquent, les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2012 ont été préparés conformément aux IFRS. Les chiffres comparatifs pour 2011 ont aussi été retraités.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés et le rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2011, qui sont compris dans le rapport annuel 2011 de la Société. Il devrait également être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et le rapport de gestion de la Société du premier trimestre de l'exercice 2012 ainsi qu'avec les informations sur les ajustements aux données financières pour l'exercice 2011 apportés à l'adoption des IFRS, lesquels sont expliqués à la note 19 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2012.

Stratégies et objectifs de l'entreprise

Les objectifs de COGECO inc. (« COGECO » ou la « Société ») sont de maximiser la valeur pour les actionnaires en augmentant la rentabilité et en assurant une croissance continue. Les stratégies mises en œuvre à cette fin, appuyées par un contrôle rigoureux des coûts et des processus d'affaires, sont propres à chaque secteur. Dans le secteur de la câblodistribution, les principales stratégies employées consistent à soutenir la croissance de l'entreprise et à assurer l'amélioration continue des réseaux et des équipements. Dans le secteur de la radiodiffusion, les activités se concentrent sur l'amélioration continue de la programmation en vue d'accroître la part de marché en termes de cotes d'écoute et, en conséquence, la part de marché au chapitre des produits publicitaires, et en vue d'accroître, par le fait même, la rentabilité. COGECO mesure sa performance à l'égard de ces objectifs au moyen de son bénéfice opérationnel avant amortissements[(1)], de sa marge opérationnelle[(1)], de ses flux de trésorerie nets[(1)] et de la croissance de ses unités de service primaire[(2)].

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012, la filiale de la Société Cogeco Câble inc. (« Cogeco Câble » ou « la filiale de câblodistribution ») a investi environ 140,1 millions $ dans son infrastructure de réseau et ses équipements afin de mettre à niveau sa capacité, d'améliorer sa robustesse et d'accroître les territoires servis, de manière à accroître ses offres de services et la qualité de celles-ci pour sa clientèle existante et de nouveaux clients.

Croissance des unités de service primaire et pénétration des offres de services dans le secteur de la câblodistribution

Au cours de la période de neuf mois close le 31 mai 2012, le nombre d'unités de service primaire de la filiale de câblodistribution a augmenté de 64 705 unités, ou 3,4 %, pour atteindre 1 962 174 unités, principalement en raison des initiatives de marketing ciblées et de l'intérêt soutenu des clients pour le service de Télévision haute définition (« HD »). En raison d'une plus faible croissance qu'anticipée au cours des neuf premiers mois de l'exercice, Cogeco Câble a révisé ses projections à l'égard du nombre de ses unités de service primaire, tel qu'il a été publié le 11 avril 2012, les faisant passer de 80 000 unités de service primaire à 72 000 unités de service primaire, pour une croissance d'environ 3,8 % par rapport au 31 août 2011. La croissance des unités de service primaire devrait être principalement attribuable aux services d'IHV et de Téléphonie, à la persistance du fort intérêt à l'égard des services de Télévision numérique, à l'amélioration de l'offre de services ainsi qu'aux activités promotionnelles. Pour plus de détails, veuillez consulter les projections révisées de l'exercice 2012 à la rubrique « Projections financières pour l'exercice 2012 ».

Bénéfice opérationnel avant amortissements et marge opérationnelle

Pour les neuf premiers mois, le bénéfice opérationnel avant amortissements a augmenté de 8,9 % par rapport à la période correspondante de l'exercice 2011, pour s'établir à 443,2 millions $, et la marge opérationnelle a diminué, passant de 43,5 % à 42,2 %. La diminution de la marge opérationnelle résulte essentiellement de la croissance des activités de radiodiffusion et de l'acquisition de Métromédia CMR Plus Inc. (« Métromédia »), dont les marges opérationnelles sont généralement inférieures à celle du secteur de la câblodistribution. Par suite de l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements au cours des neuf premiers mois, la direction a révisé à la hausse ses projections d'avril 2012 pour l'exercice 2012. Le bénéfice opérationnel avant amortissements devrait maintenant passer de 595 millions $ à 600 millions $. Pour plus de détails, veuillez consulter les projections révisées de l'exercice 2012 à la rubrique « Projections financières pour l'exercice 2012 ».

Flux de trésorerie nets

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2012, COGECO déclare des flux de trésorerie nets de 73,8 millions $, comparativement à 85,7 millions $ pour les neuf premiers mois de l'exercice précédent, soit une baisse de 11,9 millions $. Cet écart est essentiellement attribuable à l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles, partiellement contrebalancée par l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements. Pour tenir compte des projections révisées du bénéfice opérationnel avant amortissements, la direction a également révisé les projections de ses flux de trésorerie nets, les faisant passer de 95 millions $ à 100 millions $. Pour plus de détails, veuillez consulter les projections révisées de l'exercice 2012 à la rubrique « Projections financières pour l'exercice 2012 ».

Cession d'une filiale et activités abandonnées

Le 29 février 2012, une filiale de la Société, Cogeco Câble, a mené à terme la vente de sa filiale portugaise, Cabovisão – Televisão por Cabo, S.A. (« Cabovisão »), pour une contrepartie en trésorerie de 45 millions €, ou environ 59,3 millions $. Les résultats opérationnels des opérations européennes ont donc été classés à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails sur les résultats opérationnels des opérations européennes, se reporter à la rubrique « Cession d'une filiale et activités abandonnées ».

Autres

Le sondage BBM Canada réalisé au printemps 2012 dans la région de Montréal par Portable People Meter (« PPM ») révèle que 98,5 FM est la radio qui se classe à la tête du marché francophone de Montréal auprès des auditeurs et dans la catégorie « hommes de deux ans et plus » (« 2+ »), tandis que Rythme FM a maintenu sa position de chef de file dans la catégorie « femme 2+ ». Dans les autres régions du Québec, nos stations de radio ont enregistré de bonnes cotes d'écoute.

Le 6 décembre 2011, COGECO inc. a conclu une entente visant l'acquisition de Métromédia CMR Plus Inc. (« Métromédia »), sous réserve des ajustements et des conditions de clôture habituels. Métromédia est une société québécoise qui exploite une entreprise de représentation spécialisée dans le domaine de l'affichage publicitaire dans les transports collectifs. Métromédia représente plus de 100 marchés de transport en commun, notamment à Montréal et dans d'autres régions du Québec, ainsi que dans des villes importantes et de nombreux marchés dans le reste du Canada. La transaction a été conclue le 26 décembre 2011.

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS ».

(2) Représentent la somme des clients des services de Télévision, d'Internet haute vitesse (« IHV ») et de Téléphonie.

Le 1er février 2011, une filiale de la Société, Cogeco Diffusion Acquisitions inc. (« Cogeco Diffusion »), a conclu l'acquisition de 11 stations radiophoniques dans la province de Québec (l'« acquisition de stations radiophoniques au Québec »), qui avait initialement été annoncée le 30 avril 2010, puis soumise à l'approbation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC »). Lorsque le CRTC a approuvé l'acquisition de stations radiophoniques au Québec, il a ordonné que Cogeco Diffusion se départisse de trois stations radiophoniques afin de se conformer à la politique sur la propriété commune dans les marchés de la ville de Québec et de Sherbrooke.

Le 30 novembre 2011, Cogeco Diffusion a conclu une entente visant la vente de deux de ses quatre stations de radio FM dans la ville de Québec, soit CJEC-FM et CFEL-FM, pour une contrepartie en trésorerie de 4,6 millions $, sous réserve de l'approbation du CRTC et des ajustements et des conditions de clôture habituels. Le 6 décembre 2011, Cogeco Diffusion a fermé sa station radiophonique de Sherbrooke, CJTS-FM. Le 19 janvier 2012, le CRTC a approuvé la vente de CJEC-FM et CFEL-FM, et la transaction a été complétée le 30 janvier 2012, ce qui a marqué la fin du processus établi avec le CRTC pour la vente de ces trois stations de radio.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS LIÉS AUX ACTIVITÉS POURSUIVIES

	Trimestres clos les 31 mai			Neuf mois clos les 31 mai		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	$	$	%	$	$	%
	(non audité)	(non audité)		(non audité)	(non audité)	
Produits	358 032	330 258	8,4	1 049 668	936 241	12,1
Charges d'exploitation	199 586	188 233	6,0	606 443	529 080	14,6
Bénéfice opérationnel avant amortissements	158 446	142 025	11,6	443 225	407 161	8,9
Marge opérationnelle	44,3 %	43,0 %	–	42,2 %	43,5 %	–

Produits

Les produits du troisième trimestre de l'exercice 2012 ont augmenté de 27,8 millions $, ou 8,4 %, pour atteindre 358 millions $, comparativement à l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable au secteur de la câblodistribution ainsi qu'à l'acquisition récente de Métromédia. Pour les neuf premiers mois, les produits ont totalisé 1 049,7 millions $, soit une augmentation de 113,4 millions $, ou 12,1 %, comparativement aux neuf premiers mois de l'exercice 2011. L'augmentation est principalement attribuable au secteur de la câblodistribution, aux résultats de l'acquisition de stations radiophoniques au Québec et à l'acquisition récente de Métromédia.

Au cours de l'exercice 2012, les produits du secteur de la câblodistribution ont augmenté de 21,6 millions $, ou 7,2 %, pour le troisième trimestre et de 74,1 millions $, ou 8,4 %, pour les neuf premiers mois par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2011. Pour plus de détails sur les résultats opérationnels de Cogeco Câble, se reporter à la rubrique « Secteur de la câblodistribution ».

Les produits tirés des activités de radiodiffusion et de l'entreprise de représentation spécialisée dans le domaine de l'affichage publicitaire dans les transports collectifs ont augmenté de 6,2 millions $ au troisième trimestre, en raison essentiellement de l'acquisition récente de Métromédia, et de 39,4 millions $ pour les neuf premiers mois, principalement en raison de l'acquisition de stations radiophoniques au Québec et de l'acquisition récente de Métromédia.

Charges d'exploitation

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2012, les charges d'exploitation se sont élevées à 199,6 millions $ et à 606,4 millions $, soit des hausses de 11,4 millions $, ou 6 %, et de 77,4 millions $, ou 14,6 %, par rapport à l'exercice précédent. La hausse enregistrée au troisième trimestre est principalement imputable au secteur de la câblodistribution et à l'acquisition récente de Métromédia. Pour les neuf premiers mois, la hausse est principalement imputable au secteur de la câblodistribution ainsi qu'à l'acquisition de stations radiophoniques au Québec et à l'acquisition récente de Métromédia.

Les charges d'exploitation du secteur de la câblodistribution ont augmenté de 7 millions $, ou 4,4 %, pour le troisième trimestre et de 39,3 millions $, ou 8,3 %, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2011. Pour plus de détails sur les résultats opérationnels de Cogeco Câble, se reporter à la rubrique « Secteur de la câblodistribution ».

Les charges d'exploitation liées aux activités de radiodiffusion et de l'entreprise de représentation spécialisée dans le domaine de l'affichage publicitaire dans les transports collectifs ont augmenté de 4,2 millions $ au troisième trimestre, en raison essentiellement de l'acquisition récente de Métromédia, et de 37,3 millions $ pour les neuf premiers mois, principalement en raison de l'acquisition de stations radiophoniques au Québec et de l'acquisition récente de Métromédia.

Bénéfice opérationnel avant amortissements et marge opérationnelle

En raison principalement de la croissance du secteur de la câblodistribution et de l'acquisition de stations radiophoniques au Québec, le bénéfice opérationnel avant amortissements a augmenté de 16,4 millions $, ou 11,6 %, au troisième trimestre, pour s'établir à 158,4 millions $, et de 36,1 millions $, ou 8,9 %, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012, pour s'établir à 443,2 millions $, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Au troisième trimestre, la marge opérationnelle de COGECO a augmenté, passant de 43 % à 44,3 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois, la marge opérationnelle de COGECO a diminué, passant de 43,5 % à 42,2 %, par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2011. La diminution de la marge opérationnelle pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012 résulte essentiellement de la croissance des activités de radiodiffusion et de l'acquisition de Métromédia, dont les marges opérationnelles sont généralement inférieures à celle du secteur de la câblodistribution. Pour plus de détails sur les résultats opérationnels de Cogeco Câble, se reporter à la rubrique « Secteur de la câblodistribution ».

CHARGES FIXES LIÉES AUX ACTIVITÉS POURSUIVIES

	Trimestres clos les 31 mai			Neuf mois clos les 31 mai		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	$	$	%	$	$	%
	(non audité)	(non audité)		(non audité)	(non audité)	
Amortissements	62 973	51 783	21,6	214 071	151 772	41,0
Charges financières	17 822	16 619	7,2	51 710	57 983	(10,8)

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2012, les amortissements se sont élevés à 63 millions $, comparativement à 51,8 millions $ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012, les amortissements se sont élevés à 214,1 millions $, comparativement à 151,8 millions $ à l'exercice précédent. Ces augmentations proviennent essentiellement du secteur de la câblodistribution et sont imputables à la réduction de la durée d'utilité de certains appareils résidentiels visant à refléter l'évolution de la technologie touchant la distribution de services haute définition ainsi qu'à des acquisitions additionnelles d'immobilisations corporelles en vue de soutenir la croissance des unités de service primaire.

Pour le troisième trimestre, les charges financières se sont chiffrées à 17,8 millions $, comparativement à 16,6 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation enregistrée pour le trimestre est attribuable à l'acquisition de Métromédia. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012, les charges financières se sont élevées à 51,7 millions $, comparativement à 58 millions $ pour les neuf premiers mois de l'exercice précédent. La diminution des charges financières est principalement attribuable au paiement, en 2011, dans le secteur de la câblodistribution, d'une prime de réparation de 8,8 millions $ lors du remboursement anticipé, le 22 décembre 2010, des billets garantis de premier rang, série B, de 175 millions $ échéant le 31 octobre 2011, paiement qui a été contrebalancé en partie par l'incidence d'un taux d'intérêt moins élevé sur les débentures garanties de premier rang, série 2, d'un montant de 200 millions $ émises le 16 novembre 2010 et l'incidence des fluctuations du niveau de l'endettement bancaire sur les charges financières.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT LIÉ AUX ACTIVITÉS POURSUIVIES

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2012, la charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 22,3 millions $, comparativement à 19,3 millions $ à l'exercice précédent. Cette hausse est imputable à l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements, laquelle a été contrebalancée par l'augmentation de la dotation aux amortissements. Pour les neuf premiers mois, la charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 48 millions $, comparativement à 50,2 millions $ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011. La baisse de la charge d'impôt sur le résultat est essentiellement attribuable à l'application de certaines mesures fiscales du budget fédéral de 2011 qui ont limité les reports d'impôt pour les sociétés détenant une participation notable dans une société de personnes. Aux termes des mesures d'allègement transitoires, certains bénéfices seront imposés sur cinq ans plutôt que d'être entièrement imposés à l'exercice 2012. Ces mesures, combinées à la baisse des taux d'imposition pour les cinq prochaines années, ont entraîné une diminution de 3,5 millions $ de la charge d'impôt du secteur de la câblodistribution au premier trimestre de l'exercice 2012.

Les changements limitant les reports d'impôt décrits ci-dessus se traduiront par des sorties de trésorerie additionnelles d'environ 13 millions $ pour Cogeco Câble. Aucune de ces sorties de trésorerie n'a eu lieu au cours des périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2012.

Le 27 mars 2012, le gouvernement de l'Ontario a annoncé dans son budget de 2012 un gel du taux d'imposition sur le revenu des sociétés à 11,5 % jusqu'à ce que le budget de la province soit équilibré. Les réductions de l'impôt sur le revenu des sociétés annoncées précédemment à un taux de 11 %, à compter du 1er juillet 2012, et de 10 %, à compter du 1er juillet 2013, reprendront à une date ultérieure. La direction estimait que ce taux d'imposition sur le revenu des sociétés n'était pas quasi adopté en raison, notamment, du fait qu'un gouvernement minoritaire est en place. Le 20 juin 2012, le gel du taux d'imposition sur le revenu des sociétés a reçu la sanction royale. Selon les différences temporelles existantes au 31 mai 2012, le taux révisé d'imposition sur le revenu des sociétés donnera lieu à une augmentation d'environ 10 millions $ de la charge d'impôt différé pour le secteur de la câblodistribution au quatrième trimestre de 2012.

BÉNÉFICE DE LA PÉRIODE LIÉ AUX ACTIVITÉS POURSUIVIES

Pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2012, le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies s'est chiffré à 55,4 millions $, ou 1,15 $ l'action, et à 129,3 millions $, ou 2,71 $ l'action, respectivement. Pour les périodes correspondantes de l'exercice 2011, le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies s'est élevé à 54,4 millions $, ou 1,13 $ l'action, pour le trimestre, et à 134 millions $, ou 2,48 $ l'action, pour les neuf premiers mois. La progression du bénéfice pour le trimestre est attribuable à l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements, contrebalancée en partie par l'augmentation des charges fixes. L'écart pour les neuf premiers mois est essentiellement attribuable à l'augmentation de la dotation aux amortissements imputable à la réduction de la période d'utilité de certaines immobilisations corporelles du secteur de la câblodistribution, contrebalancée en partie par l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements et par la diminution des charges financières.

BÉNÉFICE DE LA PÉRIODE

Pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2012, le bénéfice de la période s'est chiffré à 55,4 millions $ et à 184,8 millions $, respectivement. Pour les périodes correspondantes de l'exercice 2011, la perte de la période s'est chiffrée à 179,2 millions $ et à 117 millions $, respectivement. La progression du bénéfice pour la période est principalement attribuable à la radiation, dans le secteur de la câblodistribution, de l'investissement net de la Société dans la filiale portugaise comptabilisée au moyen d'une perte de valeur sans effet de trésorerie d'un montant de 225,9 millions $ au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011 et à l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements, lesquelles ont été contrebalancées en partie par l'augmentation de la dotation aux amortissements décrite à la rubrique « Charges fixes liées aux activités poursuivies ».

Pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2012, le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société s'est chiffré à 19,3 millions $, ou 1,15 $ l'action, et à 63,2 millions $, ou 3,78 $ l'action, respectivement. Pour les périodes correspondantes de l'exercice 2011, la perte de la période attribuable aux propriétaires de la Société s'est chiffrée à 56,3 millions $, ou 3,36 $ l'action, pour le trimestre et à 39,3 millions $, ou 2,35 $ l'action, pour les neuf premiers mois. La progression du bénéfice de la période découle principalement de la perte de valeur qui avait été comptabilisée dans le secteur de la câblodistribution au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011, ainsi que de l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements, lesquelles ont été contrebalancées en partie par l'augmentation de la dotation aux amortissements décrite à la rubrique « Charges fixes liées aux activités poursuivies ».

La participation sans contrôle correspond à une participation d'environ 67,9 % dans les résultats de Cogeco Câble. Au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012, le bénéfice de la période attribuable à la participation sans contrôle s'est chiffrée à 36,1 millions $ et à 121,6 millions $ en raison des résultats positifs du secteur de la câblodistribution, comparativement à une perte de 122,9 millions $ et de 77,7 millions $ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2011 en raison principalement de la perte de valeur comptabilisée dans le secteur de la câblodistribution au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011.

FLUX DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS

	Trimestres clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
(en milliers de dollars)	2012 $	2011 $	2012 $	2011 $
	(non audité)	(non audité)	(non audité)	(non audité)
Activités opérationnelles liées aux activités poursuivies				
Flux de trésorerie liés aux opérations	117 606	129 327	327 498	270 755
Variation des activités opérationnelles sans effet de trésorerie	(20 507)	17 406	(85 288)	(56 048)
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	(1 681)	(1 141)	(3 357)	(2 902)
Impôt sur le résultat reçu (payé)	(10 634)	120	(67 711)	1 695
Charge (économie) d'impôt exigible	25 016	(1 647)	72 306	73 197
Charges financières payées	(18 076)	(19 578)	(49 587)	(60 305)
Charges financières	17 822	16 619	51 710	57 983
	109 546	141 106	245 571	284 375
Activités d'investissement liées aux activités poursuivies	(87 543)	(63 591)	(284 212)	(259 186)
Activités de financement liées aux activités poursuivies	(8 464)	(12 147)	86 925	39 489
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies	13 539	65 368	48 284	64 678
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liés aux activités abandonnées[(1)]	–	(1 069)	49 597	(9 786)
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies et abandonnées, au début	139 558	26 435	55 216	35 842
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies et abandonnées, à la fin	153 097	90 734	153 097	90 734

(1) Pour plus de détails sur les flux de trésorerie attribuables aux activités abandonnées de la Société, se reporter à la rubrique « Cession d'une filiale et activités abandonnées ».

Au troisième trimestre de l'exercice 2012, les flux de trésorerie liés aux opérations se sont établis à 117,6 millions $, comparativement à 129,3 millions $ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse de 11,7 millions $ est essentiellement attribuable à l'augmentation de la charge d'impôt exigible, partiellement contrebalancée par l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements. La variation des activités opérationnelles sans effet de trésorerie a généré des sorties de trésorerie de 20,5 millions $, comparativement à des entrées de trésorerie de 17,4 millions $ pour la période correspondante de l'exercice 2011, essentiellement en raison de la baisse des dettes fournisseurs et autres créditeurs dans le trimestre courant, comparativement à une augmentation dans la période correspondante.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012, les flux de trésorerie liés aux opérations se sont établis à 327,5 millions $, comparativement à 270,8 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse de 56,7 millions $ est essentiellement attribuable à l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements. La variation des activités opérationnelles sans effet de trésorerie a généré des sorties de trésorerie de 85,3 millions $, comparativement à 56 millions $ pour la période correspondante de l'exercice 2011, essentiellement en raison de la baisse plus élevée des dettes fournisseurs et autres créditeurs, partiellement contrebalancée par la hausse des provisions.

Au troisième trimestre de l'exercice 2012, les activités d'investissement, comptant principalement les acquisitions d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles, se sont chiffrées à 87,5 millions $, soit une hausse de 24 millions $, ou 37,7 %, par rapport au montant de 63,6 millions $ enregistré pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les plus importantes variations ont eu lieu dans le secteur de la câblodistribution et découlent des facteurs suivants :

- Une augmentation des acquisitions quant aux équipements à l'abonné afin de soutenir la croissance des unités de service primaire et de la télévision numérique incluant la conversion des clients des services analogiques vers les services numériques;
- Une augmentation des dépenses liées à l'infrastructure graduelle et aux extensions de réseaux afin d'améliorer la capacité du réseau dans les régions où les services sont déjà offerts ainsi que d'accroître ses territoires servis;
- Une augmentation des immobilisations de soutien attribuable à la construction et à l'acquisition de nouvelles installations;
- Une diminution des dépenses liées à la modernisation et à la reconstruction du réseau, qui s'explique par le moment où ces initiatives ont été entreprises.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012, les activités d'investissement se sont chiffrées à 284,2 millions $ en raison des sorties de trésorerie nettes liées à l'acquisition de Métromédia pour un montant de 35,7 millions $, décrite ci-dessous, aux dépenses d'investissement décrites ci-dessus et aux acquisitions récentes de QTI et de MTO dans le secteur de la câblodistribution. Les activités d'investissement pour les neuf premiers mois reflètent également la vente de CFEL-FM et de CJEC-FM pour une contrepartie en trésorerie de 4,6 millions $. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011, les activités d'investissement se sont chiffrées à 259,2 millions $ en raison des sorties de trésorerie nettes liées à l'acquisition de stations radiophoniques au Québec et aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Le 6 décembre 2011, COGECO inc. a conclu une entente visant l'acquisition de Métromédia, sous réserve des ajustements et des conditions de clôture habituels. La transaction a été conclue le 26 décembre 2011.

Cette acquisition a été comptabilisée au moyen de la méthode de l'acquisition. Les résultats ont été consolidés à compter de la date d'acquisition. La répartition préliminaire du prix d'achat de l'acquisition, sujet à la finalisation de l'évaluation des actifs nets acquis, se présente comme suit :

(en milliers de dollars)	$
Contrepartie	
Versée	
Achat d'actions	36 860
Remboursement d'une dette garantie	2 140
	39 000
Solde à payer relatif à une acquisition d'entreprise, au taux préférentiel bancaire majoré de 1 % et payable en juin 2013	2 000
	41 000
Actifs nets acquis	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 265
Créances clients et autres débiteurs	7 242
Charges payées d'avance	57
Impôt sur le résultat à recevoir	234
Immobilisations corporelles	4 764
Immobilisations incorporelles	14 747
Goodwill	20 369
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(4 813)
Passifs d'impôt sur le résultat	(142)
Produits différés et perçus d'avance et autres	(374)
Passifs d'impôt différé	(3 887)
Participation sans contrôle	(462)
	41 000

Au troisième trimestre, les flux de trésorerie nets se sont chiffrés à 29,5 millions $, comparativement à 65,5 millions $ à la période correspondante de l'exercice 2011, ce qui équivaut à une baisse de 36,1 millions $. La diminution des flux de trésorerie nets par rapport à l'exercice précédent est attribuable aux différences quant aux exigences en matière de comptabilisation de la charge d'impôt exigible sur le résultat et à l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles, lesquelles ont été contrebalancées en partie par l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements.

Au cours des neuf premiers mois, les flux de trésorerie nets se sont chiffrés à 73,8 millions $, comparativement à 85,7 millions $ à la période correspondante de l'exercice 2011, ce qui équivaut à une baisse de 11,9 millions $. La baisse des flux de trésorerie nets par rapport à l'exercice précédent est attribuable à l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles, laquelle a été contrebalancée en partie par l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements.

Au cours du troisième trimestre des exercices 2012 et 2011, l'endettement ayant une incidence sur la trésorerie est demeuré essentiellement stable. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012, l'endettement ayant une incidence sur la trésorerie a augmenté de 124,9 millions $ principalement en raison des émissions, le 14 février 2012, de débentures garanties de premier rang, série 3, pour un montant de 200 millions $ (les « débentures de l'exercice 2012 ») ainsi que le 7 novembre 2011 de billets non garantis pour des produits nets de 198,1 millions $ et 34,6 millions $, respectivement, lesquels ont été utilisés pour rembourser les crédits à terme renouvelables de 107,7 millions $. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011, l'endettement ayant une incidence sur la trésorerie a augmenté de

60,5 millions $ principalement en raison du remboursement des billets garantis de premier rang, série B, d'une valeur de 175 millions $ et au paiement connexe d'une prime de réparation lors du remboursement anticipé, ainsi qu'à l'augmentation de 41,7 millions $ sur les crédits à terme renouvelables de la Société. Les billets garantis de premier rang, série B, ont été remboursés à l'aide du produit net de 198,3 millions $ découlant de l'émission, le 16 novembre 2010, de débentures garanties de premier rang, série 2, du secteur de la câblodistribution.

Au troisième trimestre de l'exercice 2012, un dividende trimestriel de 0,18 $ l'action a été payé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 3 millions $, comparativement à un dividende trimestriel de 0,12 $ l'action, ou 2 millions $, à l'exercice précédent. En outre, les dividendes versés par une filiale aux participants sans contrôle se sont élevés à 8,2 millions $ au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012, donnant lieu à des paiements de dividendes consolidés de 11,3 millions $, comparativement à un montant de 5,6 millions $ donnant lieu à des paiements de dividendes consolidés de 7,6 millions $ au troisième trimestre de l'exercice précédent. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012, des dividendes trimestriels de 0,18 $ l'action, pour un total de 0,54 $ l'action, ont été payés aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 9 millions $, comparativement à des dividendes trimestriels de 0,12 $ l'action, pour un total de 0,36 $ l'action, ou 6 millions $, à l'exercice précédent. En outre, les dividendes versés par une filiale aux participants sans contrôle se sont élevés à 24,7 millions $ au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012, donnant lieu à des paiements de dividendes consolidés de 33,8 millions $, comparativement à un montant de 16,8 millions $ donnant lieu à des paiements de dividendes consolidés de 22,8 millions $ pour les neuf premiers mois de l'exercice précédent.

Au 31 mai 2012, le fonds de roulement déficitaire de la Société se chiffrait à 1,5 million $, comparativement à 188,7 millions $ au 31 août 2011. La réduction de ce déficit est principalement attribuable aux émissions, le 14 février 2012, des débentures de l'exercice 2012 ainsi que le 7 novembre 2011 de billets non garantis pour des produits nets de 198,1 millions $ et 34,6 millions $, respectivement, lesquels ont été utilisés pour rembourser les crédits à terme renouvelables de 107,7 millions $, le produit net de la vente de la filiale portuguaise, ainsi que les flux de trésorerie nets de 73,8 millions $. Dans le cours normal de ses activités, COGECO maintient un fonds de roulement déficitaire en raison de créances clients peu élevées, puisqu'une grande partie des clients de Cogeco Câble paient avant que les services ne soient rendus, contrairement aux dettes fournisseurs et autres créditeurs, qui sont payés lorsque les produits ont été livrés et que les services ont été rendus, ce qui permet à la filiale de câblodistribution d'utiliser la trésorerie et les équivalents de trésorerie pour réduire l'endettement.

Au 31 mai 2012, la Société avait utilisé 75,9 millions $ de son crédit à terme renouvelable de 100 millions $ pour une disponibilité restante de 24,1 millions $, et Cogeco Câble avait utilisé 0,1 million $ de son crédit à terme renouvelable de 750 millions $, pour une disponibilité restante de 749,9 millions $.

Les transferts de fonds de filiales qui ne sont pas entièrement détenues à l'intention de COGECO sont soumis à l'approbation du conseil d'administration des filiales et peuvent également être restreints en vertu des modalités de certains instruments d'emprunt. Conformément aux lois sur les sociétés et les valeurs mobilières applicables, des transferts de fonds importants de COGECO peuvent être soumis à l'approbation des actionnaires minoritaires.

SITUATION FINANCIÈRE

Depuis le 31 août 2011, des changements importants ont été observés à l'égard des soldes des « dettes fournisseurs et autres créditeurs », des « immobilisations corporelles », du « goodwill », de l' « impôt sur le résultat à recevoir », des « passifs d'impôt sur le résultat », des « passifs d'impôt différé », de la « dette à long terme », de la « trésorerie et des équivalents de trésorerie », des « provisions » et de la « participation sans contrôle ».

La baisse de 117,3 millions $ des dettes fournisseurs et autres créditeurs découle de l'échéancier des paiements faits aux fournisseurs. La hausse de 12,9 millions $ des immobilisations corporelles reflète les acquisitions présentées à la rubrique « Flux de trésorerie et liquidités », déduction faite de la dotation aux amortissements, laquelle a été contrebalancée en partie par la vente de la filiale portugaise. La hausse de 22,5 millions $ du goodwill est attribuable à l'acquisition de Métromédia. Les diminutions de 23,8 millions $ de l'impôt sur le résultat à recevoir, de 17,1 millions $ des passifs d'impôt sur le résultat et de 14 millions $ des passifs d'impôt différé reflètent essentiellement le moment où les passifs d'impôt sur le résultat ont été constatés, du fait des changements apportés à la structure organisationnelle et de l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements. La hausse de 12,4 millions $ des provisions découle essentiellement des nombreuses ententes de programmation qui sont en cours de négociation. Les augmentations de 135 millions $ de la dette à long terme et de 97,9 millions $ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie sont attribuables aux facteurs dont il a été fait mention précédemment à la rubrique « Flux de trésorerie et liquidités ». L'augmentation de 82,8 millions $ de la participation sans contrôle résulte de l'amélioration des résultats opérationnels de la filiale de câblodistribution pour l'exercice considéré.

Le tableau suivant présente les données sur les actions de COGECO au 30 juin 2012 :

	Nombre d'actions	Montant (en milliers de dollars)
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	1 842 860	12
Actions subalternes à droit de vote	14 989 338	121 976

Dans le cours normal de ses activités, COGECO a contracté des obligations financières principalement sous forme de dette à long terme, de contrats de location simple et de location-financement ainsi que de garanties. Les obligations de COGECO, décrites dans le rapport annuel de l'exercice 2011, n'ont pas changé de façon considérable depuis le 31 août 2011, à l'exception de ce qui suit.

À la suite de la vente de la filiale portugaise de Cogeco Câble, les lettres de crédit qui avaient été émises en nantissement du paiement par Cabovisão des droits de timbre et des retenues d'impôts ont été annulées.

Le 14 février 2012, Cogeco Câble a procédé, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, à une émission de débentures garanties de premier rang, série 3, d'un montant de 200 millions $. Ces débentures viennent à échéance le 14 février 2022 et portent intérêt au taux annuel de 4,925 % payable semestriellement. Ces débentures sont garanties indirectement par une charge de premier rang, fixe et générale et une sûreté sur la quasi-totalité des biens personnels et réels, actuels et futurs et entreprises de quelque nature que ce soit de la Société.

Le 30 novembre 2011, la Société a renouvelé sa convention de crédit, laquelle prévoit un crédit à terme renouvelable d'une durée de quatre ans et d'un montant de 100 millions $. Le crédit à terme renouvelé arrivera à échéance le 1er février 2016, mais peut être prolongé chaque année pour une période supplémentaire de un an, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Le crédit à terme renouvelé est garanti indirectement par une charge de premier rang, fixe et générale, sur la quasi-totalité des biens personnels et réels, actuels et futurs et entreprises de quelque nature que ce soit de la Société et de certaines de ses filiales, à l'exception du capital social et des actifs de la filiale de la Société Cogeco Câble inc. et est garanti par ses filiales, exception faite de Cogeco Câble.

Le 22 novembre 2011, Cogeco Câble a renouvelé sa convention de crédit pour une facilité de crédit de 750 millions $ sous la forme d'un crédit à terme renouvelable de cinq ans, en y ajoutant la possibilité de l'augmenter jusqu'à 1 milliard $, sous réserve de la participation des prêteurs. Le renouvellement de ce crédit à terme a été effectué par un groupe d'institutions financières. Le crédit à terme renouvelable viendra à échéance le 22 novembre 2016 et pourra être prolongé annuellement par d'autres périodes de un an, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Le crédit à terme renouvelable est garanti indirectement par une charge de premier rang, fixe et générale sur la quasi-totalité des biens personnels et réels, actuels et futurs et entreprises de quelque nature que ce soit de Cogeco Câble et de certaines de ses filiales. De plus, il prévoit certaines affectations autorisées, y compris les obligations relatives à l'achat de biens, les obligations capitalisées existantes et l'octroi de toute sûreté par une entité avant qu'elle ne devienne une filiale, sous réserve d'un montant maximal.

Le 7 novembre 2011, la Société a procédé, dans le cadre d'un placement privé, à l'émission de billets non garantis à 6,50 % pour un total de 35 millions $, arrivant à échéance le 7 novembre 2021. Les intérêts sur ces billets sont payables semestriellement à terme échu le 7 novembre et le 7 mai de chaque année, à compter du 7 mai 2012. Le produit net d'environ 34,6 millions $ a été appliqué à la réduction de l'endettement bancaire de COGECO inc.

DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Au cours de sa réunion du 11 juillet 2012, le conseil d'administration de COGECO a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,18 $ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 8 août 2012 aux actionnaires inscrits en date du 25 juillet 2012. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats opérationnels et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

GESTION FINANCIÈRE

La Société a établi des lignes directrices selon lesquelles elle peut conclure des conventions d'échange pour gérer les risques liés à la fluctuation des taux d'intérêt et de change rattachés à sa dette à long terme. Toutes ces conventions sont utilisées exclusivement à des fins de couverture. Afin de réduire au minimum le risque de défaut d'une contrepartie, Cogeco Câble conclut des transactions avec des institutions financières dont la cote de crédit est égale ou supérieure à sa propre cote de crédit.

Cogeco Câble a conclu des conventions d'échange de devises croisées en vue de fixer les paiements d'intérêt et de capital sur les billets garantis de premier rang, série A, d'une valeur de 190 millions $ US arrivant à échéance le 1er octobre 2015. Ces conventions ont eu pour effet de convertir le taux nominal annuel américain de 7,00 % en taux d'intérêt annuel moyen de 7,24 % en dollars canadiens. Le taux de change applicable au capital de la dette a été fixé à 1,0625 $ pour un dollar américain. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012, les montants dus en vertu des billets garantis de premier rang, série A, d'une valeur de 190 millions $ US, ont augmenté de 10,2 millions $ en raison de l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien. La juste valeur des passifs relatifs aux conventions d'échange de devises croisées a diminué d'un montant net de 11,4 millions $, dont une diminution de 10,2 millions $ a contrebalancé la perte de change sur la dette libellée en dollars américains. L'écart de 1,3 million $ a été comptabilisé à titre d'augmentation des autres éléments du résultat global. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011, les montants dus en vertu des billets garantis de premier rang, série A, d'une valeur de 190 millions $ US, ont diminué de 18,6 millions $ en raison de la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien. La juste valeur des passifs relatifs aux conventions d'échange de devises croisées et à la convention d'échange d'intérêts a augmenté d'un montant net de 19,4 millions $, dont un montant de 18,6 millions $ a contrebalancé le profit de change sur la dette libellée en dollars américains. L'écart de 0,8 million $ a été comptabilisé à titre de diminution des autres éléments du résultat global.

La Société est également tributaire des taux de change, principalement de la variation de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien en ce qui a trait aux acquisitions de certains équipements, puisque la majorité des équipements à l'abonné dans le secteur de la câblodistribution est achetée et, subséquemment, payée en dollars américains. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique « Charges fixes liées aux activités poursuivies » du présent rapport de gestion et à la rubrique « Risque de change » à la note 16 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

SECTEUR DE LA CÂBLODISTRIBUTION

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

		Ajouts nets (pertes nettes)				% de pénétration[1]	
		Trimestres clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai			
	31 mai 2012	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Unités de service primaire	1 962 174	6 246	18 304	64 705	86 570		
Clients du service de Télévision[2]	868 873	(4 453)	(1 401)	(9 112)	4 849	52,9	54,5
Clients du service IHV	628 852	2 835	6 989	27 638	34 411	38,3	36,8
Clients du service de Téléphonie	464 449	7 864	12 716	46 179	47 310	28,3	25,1

(1) En pourcentage des foyers câblés.
(2) Le nombre de clients du service de Télévision comprend 765 585 clients du service de Télévision numérique.

Les ajouts nets d'unités de service primaire au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2012 ont diminué par rapport à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent essentiellement en raison de la maturité des catégories, des offres concurrentielles et du resserrement de nos processus et contrôles du crédit. Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois, les pertes nettes de clients du service de Télévision se sont chiffrées à 4 453 et à 9 112 clients, respectivement, comparativement à 1 401 clients et à des ajouts nets de 4 849 clients pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les pertes nettes de clients du service de Télévision au troisième trimestre sont normales et essentiellement imputables à la fin de l'année scolaire pour les étudiants de collèges et d'universités. Les pertes nettes de clients du service de Télévision pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012 sont essentiellement imputables aux offres promotionnelles concurrentielles pour le service vidéo et au resserrement de nos processus et contrôles du crédit. Pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2012, le nombre de clients du service de Téléphonie a augmenté de 7 864 et de 46 179 clients, comparativement à une croissance de 12 716 et de 47 310 clients pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, et le nombre d'ajouts nets pour le service d'IHV s'est chiffré à 2 835 et à 27 638 clients, comparativement à 6 989 et à 34 411 clients pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les ajouts nets pour les services de Téléphonie et d'IHV continuent d'être attribuables à l'amélioration de l'offre de produits, à l'incidence du trio (Connexion complète Cogeco) de services de Télévision, d'IHV et de Téléphonie et aux activités promotionnelles. Pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2012, les ajouts pour le service de Télévision numérique, qui sont inclus dans les clients du service de Télévision, se sont chiffrés à 12 943 et à 87 259 clients, comparativement à 34 080 et à 89 444 clients pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les ajouts nets de clients du service de Télévision numérique sont attribuables aux initiatives de marketing ciblées visant à améliorer la pénétration de marché, au lancement de nouvelles chaînes de télévision HD, à l'intérêt soutenu des clients pour les services de Télévision HD et au déploiement de la technologie des convertisseurs numériques pour favoriser la migration des clients des services analogiques vers les services numériques.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS LIÉS AUX ACTIVITÉS POURSUIVIES

	Trimestres clos les 31 mai			Neuf mois clos les 31 mai		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	$	$	%	$	$	%
	(non audité)	(non audité)		(non audité)	(non audité)	
Produits	319 771	298 211	7,2	952 930	878 872	8,4
Charges d'exploitation	167 110	160 064	4,4	515 218	475 918	8,3
Honoraires de gestion – COGECO inc.	–	–	–	9 485	9 172	3,4
Bénéfice opérationnel avant amortissements	152 661	138 147	10,5	428 227	393 782	8,7
Marge opérationnelle	47,7 %	46,3 %		44,9%	44,8 %	

Produits

Les produits du troisième trimestre de l'exercice 2012 ont augmenté de 21,6 millions $, ou 7,2 %, comparativement à l'exercice précédent, pour atteindre 319,8 millions $. Pour les neuf premiers mois, les produits ont totalisé 952,9 millions $, soit une augmentation de 74,1 millions $, ou 8,4 %, comparativement aux neuf premiers mois de l'exercice 2011. L'augmentation des produits résulte de la croissance des unités de service primaire, des hausses tarifaires entrées en vigueur en avril et en octobre 2011, ainsi que des acquisitions de MTO Telecom Inc. (« MTO ») et de Quiettouch Inc. (« QTI ») au cours du quatrième trimestre de 2011.

Charges d'exploitation

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012, les charges d'exploitation, excluant les honoraires de gestion payables à COGECO inc., ont augmenté de 7 millions $, pour atteindre 167,1 millions $, soit une hausse de 4,4 % par rapport à l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les charges d'exploitation, excluant les honoraires de gestion payables à COGECO inc., se sont chiffrées à 515,2 millions $, soit une hausse de 39,3 millions $, ou 8,3 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice 2011. L'augmentation des charges d'exploitation est principalement imputable à la desserte d'unités de service primaire additionnelles, au lancement de nouvelles chaînes HD, à des coûts additionnels liés à la programmation, aux coûts de déploiement et de soutien engagés pour la migration des clients du service de Télévision de l'analogique au numérique, ainsi qu'aux acquisitions de MTO et de QTI.

Bénéfice opérationnel avant amortissements et marge opérationnelle

Le bénéfice opérationnel avant amortissements a augmenté de 14,5 millions $, ou 10,5 %, au troisième trimestre de l'exercice 2012, pour s'établir à 152,7 millions $, et de 34,4 millions $, ou 8,7 %, pour les neuf premiers mois, pour s'établir à 428,2 millions $. La marge opérationnelle de Cogeco Câble a augmenté à 47,7 % au troisième trimestre, comparativement à 46,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois, la marge opérationnelle a augmenté, passant de 44,8 %, pour les neuf premiers mois de 2011, à 44,9 %.

CESSION D'UNE FILIALE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

La Société a mené à terme, le 29 février 2012, la vente de sa filiale portugaise pour une contrepartie en trésorerie de 45 millions € (59,3 millions $). Le prix de vente a été réduit par des frais de vente d'environ 8,5 millions € (11,2 millions $) et des réclamations éventuelles prises en charge pour un montant pouvant aller jusqu'à 5 millions € (6,6 millions $). La valeur comptable du passif net cédé le 29 février 2012 se chiffrait à 6,7 millions $, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un profit sur cession de 48,2 millions $ dans les comptes consolidés intermédiaires de résultat.

Les détails de l'actif et du passif cédés sont les suivants :

(en milliers de dollars)	$
	(non audité)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13 041
Créances clients et autres débiteurs	7 693
Impôt sur le résultat à recevoir	277
Charges payées d'avance et autres	2 777
Immobilisations corporelles	38 931
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(42 514)
Provisions	(6 665)
Produits différés et perçus d'avance	(411)
Ajustement au titre de l'écart de change	(19 817)
	(6 688)

À la suite de la vente et conformément à IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, la Société a reclassé, jusqu'à la date de cession, les résultats et les flux de trésorerie de l'exercice courant et précédent des opérations européennes à titre d'activités abandonnées.

Bénéfice (perte) de la période lié(e) aux activités abandonnées

	Trimestres clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2012	2011	2012	2011
(en milliers de dollars)	$	$	$	$
	(non audité)	(non audité)	(non audité)	(non audité)
Produits	–	43 647	80 546	128 971
Charges d'exploitation	–	37 637	70 247	114 544
Amortissements	–	13 640	2 814	40 068
Bénéfice (perte) opérationnel(le)	–	(7 630)	7 485	(25 641)
Produits financiers	–	7	155	85
Perte de valeur du goodwill	–	29 344	–	29 344
Perte de valeur des immobilisations corporelles	–	196 529	–	196 529
Profit sur cession	–	–	48 215	–
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	–	(233 496)	55 855	(251 429)
Impôt sur le résultat	–	77	409	(474)
Bénéfice (perte) de la période	–	(233 573)	55 446	(250 955)

Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées

	Trimestres clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2012	2011	2012	2011
(en milliers de dollars)	$	$	$	$
	(non audité)	(non audité)	(non audité)	(non audité)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, montant net	–	6 292	13 637	15 849
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, montant net	–	(7 934)	36 826	(26 073)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en devise	–	573	(866)	438
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	–	(1 069)	49 597	(9 786)

PROJECTIONS FINANCIÈRES POUR L'EXERCICE 2012

Pour tenir compte des projections révisées dans le secteur de la câblodistribution décrites ci-dessous, la Société a révisé ses projections consolidées. La Société s'attend maintenant à des produits de 1 410 millions $, soit une réduction de 5 millions $ par rapport aux projections révisées en avril 2012. Le bénéfice opérationnel avant amortissements devrait augmenter, pour passer de 595 millions $ à 600 millions $, et les flux de trésorerie nets devraient atteindre 100 millions $, soit une hausse de 5 millions $ par rapport aux projections d'avril 2012. Le bénéfice de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société devrait se chiffrer à 77 millions $ au lieu de 80 millions $ principalement en raison de l'augmentation du taux d'imposition sur le revenu des sociétés dans le secteur de la câblodistribution, comme il est expliqué à la rubrique « Impôt sur le résultat lié aux activités poursuivies ».

	Projections révisées 11 juillet 2012 Exercice 2012	Projections révisées 11 avril 2012 Exercice 2012
(en millions de dollars)	$	$
Projections financières		
Produits	1 410	1 415
Bénéfice opérationnel avant amortissements	600	595
Charges financières	69	69
Charge d'impôt exigible	90	90
Bénéfice de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société	77	80
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	345	345
Flux de trésorerie nets	100	95

Secteur de la câblodistribution

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012, Cogeco Câble a amélioré son bénéfice opérationnel avant amortissements, tandis que la croissance des unités de service primaire et les produits ont augmenté à un rythme moins soutenu que prévu dans les projections révisées émises le 11 avril 2012. Par conséquent, la direction a révisé à la baisse ses projections à l'égard des produits, les faisant passer de 1 285 millions $ à 1 280 millions $, ainsi que ses projections à l'égard de la croissance des unités de service primaire, les faisant passer de 80 000 à 72 000 ajouts nets, cela en raison de la concurrence plus vive et du resserrement des contrôles du crédit, ce qui a eu pour effet de limiter les charges de recouvrement et les créances douteuses. Néanmoins, le bénéfice opérationnel avant amortissements devrait passer de 580 millions $ à 585 millions $ en raison des initiatives de réduction des coûts mises en place par la Société au cours de l'exercice et, par conséquent, la marge opérationnelle devrait augmenter de 45,2 % à 45,7 %.

Pour tenir compte de la révision des projections du bénéfice opérationnel avant amortissements, la direction a aussi révisé ses projections à l'égard des flux de trésorerie nets, les faisant passer de 85 millions $ à 90 millions $. Le bénéfice pour l'exercice devrait s'établir à 225 millions $, soit une baisse de 10 millions $ par rapport aux projections révisées d'avril 2012, en raison de la hausse du taux d'imposition sur le revenu des sociétés décrite à la rubrique « Impôt sur le résultat lié aux activités poursuivies ». Enfin, la direction n'a pas révisé ses autres projections financières pour l'exercice 2012.

(en millions de dollars, à l'exception des ajouts nets de clients et de la marge opérationnelle)	Projections révisées 11 juillet 2012 Exercice 2012 $	Projections révisées 11 avril 2012 Exercice 2012 $
Projections financières		
Produits	1 280	1 285
Bénéfice opérationnel avant amortissements	585	580
Marge opérationnelle	45,7 %	45,2 %
Amortissements	270	270
Charges financières	65	65
Charge d'impôt exigible	90	90
Bénéfice de l'exercice	225	235
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	340	340
Flux de trésorerie nets	90	85
Projections d'ajouts nets de clients		
Unités de service primaire	72 000	80 000

PROJECTIONS FINANCIÈRES PRÉLIMINAIRES POUR L'EXERCICE 2013

Pour l'exercice 2013, COGECO prévoit des produits d'environ 1 490 millions $ et un bénéfice opérationnel avant amortissements d'environ 630 millions $, compte tenu des projections préliminaires de Cogeco Câble pour 2013, de l'incidence sur un exercice complet de l'acquisition de Métromédia ainsi que l'amélioration des résultats des activités de la radiodiffusion. La Société s'attend à générer des flux de trésorerie nets d'environ 115 millions $ et à dégager un bénéfice de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société de 65 millions $.

(en millions de dollars)	Projections préliminaires Exercice 2013 $	Projections révisées Exercice 2012 $
Projections financières		
Produits	1 490	1 410
Bénéfice opérationnel avant amortissements	630	600
Charges financières	69	69
Charge d'impôt exigible	96	90
Bénéfice de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société	65	77
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	350	345
Flux de trésorerie nets	115	100

Secteur de la câblodistribution

Pour l'exercice 2013, Cogeco Câble prévoit obtenir des produits d'exploitation de 1 350 millions $, ce qui représente une hausse de 70 millions $, ou 5,5 %, par rapport aux projections révisées pour l'exercice 2012 publiées le 11 juillet 2012. Les projections préliminaires tiennent compte de l'incertitude caractérisant le contexte économique mondial actuel. Au Canada, l'endettement des ménages continue d'alimenter les inquiétudes, puisque la dette sur le marché du crédit en pourcentage du revenu personnel disponible ne cesse d'augmenter, tout comme le prix de revente moyen des propriétés par rapport au revenu des ménages, ce qui devrait coïncider avec une contraction des dépenses de consommation. Par ailleurs, la valeur élevée du dollar canadien pourrait donner lieu à d'autres restructurations dans le secteur manufacturier, et des vents contraires additionnels découlant des restrictions sur les dépenses publiques risquent de ralentir la croissance en 2013. Lors de périodes de récession précédentes, la demande de services de télécommunications par câble s'est généralement avérée solide. Toutefois, il n'y a aucune assurance que la demande demeurerait solide dans une conjoncture économique difficile prolongée. Ces projections préliminaires tiennent également compte de l'environnement concurrentiel au Canada, ainsi que du déploiement de nouvelles technologies, telles que la fibre jusqu'au domicile (« FTTH »), la fibre jusqu'au nœud (« FTTN ») et la télévision par protocole internet (« IPTV »), par les fournisseurs de services de télécommunications titulaires.

Les produits devraient augmenter par suite d'une croissance des unités de service primaire découlant des initiatives de marketing ciblées visant à améliorer les taux de pénétration des services de Télévision numérique, d'IHV et de Téléphonie. Par ailleurs, le service de Télévision numérique devrait continuer de profiter de l'intérêt marqué et soutenu des clients à l'égard de l'offre croissante de services HD de la Société. Les produits bénéficieront également de l'incidence des hausses tarifaires entrées en vigueur en juin 2012 au Québec et en juillet 2012 en Ontario, se chiffrant en moyenne entre 2 $ et 3 $ par client des services d'IHV et de Téléphonie. La stratégie de Cogeco Câble comprend des initiatives de marketing constantes et efficaces auprès de la clientèle résidentielle et commerciale, des offres de produits concurrentielles et un service à la clientèle de qualité supérieure qui, lorsqu'ils sont combinés, permettent d'accroître et de fidéliser la clientèle du service de Câble de base. Au fur et à mesure que la pénétration des services résidentiels d'IHV, de Téléphonie et de Télévision numérique s'améliorera, la

nouvelle demande pour ces produits devrait ralentir, montrant des signes de maturité. Cependant, la croissance dans le secteur commercial devrait se poursuivre au même rythme.

Compte tenu de l'augmentation des coûts liée à la desserte d'unités de service primaire additionnelles, de la hausse de l'inflation et des coûts liés à la main-d'œuvre, ainsi que de la poursuite des initiatives de marketing et des stratégies de fidélisation, les charges d'exploitation devraient croître d'environ 41 millions $, ou 5,9 %, pour l'exercice 2013 par rapport aux projections révisées pour l'exercice 2012.

Pour l'exercice 2013, la Société s'attend à un bénéfice opérationnel avant amortissements de 614 millions $, ce qui représente une augmentation de 29 millions $, ou 5 %, par rapport aux projections révisées pour l'exercice 2012 publiées le 11 juillet 2012. La marge opérationnelle devrait atteindre environ 45,5 % pour l'exercice 2013, comparativement aux projections révisées de 45,7 % pour l'exercice 2012, reflétant une croissance des charges d'exploitation légèrement supérieur à la hausse des produits.

Cogeco Câble prévoit une hausse de 20 millions $ des amortissements au titre des immobilisations corporelles et incorporelles pour l'exercice 2013 en raison essentiellement de l'acquisition d'immobilisations et d'une augmentation des immobilisations incorporelles découlant des ajouts d'unités de service primaire et d'autres initiatives, ainsi que de l'incidence sur un exercice complet des initiatives de l'exercice 2012. De plus, la dépense d'amortissement de l'exercice 2012 incluait l'impact de la réduction de la durée d'utilité de certains appareils résidentiels. Les flux de trésorerie liés aux opérations devraient financer les dépenses d'investissement et l'augmentation des immobilisations incorporelles, chiffrées à 350 millions $, ce qui correspond à une augmentation de 10 millions $ comparativement aux projections révisées pour l'exercice 2012. Les dépenses d'investissement prévues pour l'exercice 2013 sont principalement liées à l'achat d'équipements à l'abonné nécessaires pour soutenir la croissance des unités de service primaire, aux dépenses au titre de l'infrastructure graduelle visant l'amélioration de produits et le déploiement de nouvelles technologies, à l'extension des réseaux afin d'élargir les territoires existants, aux dépenses effectuées à l'égard des immobilisations de soutien en vue d'améliorer les systèmes d'information d'entreprise et de combler les exigences relatives aux installations de soutien, ainsi qu'à l'expansion des services de transmission de données.

Pour l'exercice 2013, les flux de trésorerie nets devraient s'établir à 105 millions $, en hausse de 15 millions $, ou 16,7 %, par rapport aux projections de flux de trésorerie nets de 90 millions $ pour l'exercice 2012, grâce à l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements. Les flux de trésorerie nets générés permettront de réduire l'endettement, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et, par le fait même, d'améliorer les ratios d'endettement nets de la Société. Les charges financières devraient se chiffrer à 64 millions $, soit un montant essentiellement semblable aux projections révisées pour 2012, en raison d'une légère augmentation du coût de la dette de la Société réflétant les conditions actuelles du marché, contrebalancée en partie par une réduction du niveau d'endettement. Par conséquent, le bénéfice de l'exercice devrait se chiffrer à environ 190 millions $, comparativement aux projections révisées de 225 millions $ pour l'exercice 2012. La projection du bénéfice pour l'exercice 2012 comprend 55,4 millions $ de bénéfice lié aux activités abandonnées découlant de la cession de la filiale portugaise. En excluant ce profit, le bénéfice prévu pour l'exercice 2013 représente une hausse de 20,4 millions $, ou 12%, par rapport à la projection révisée du bénéfice pour l'exercice 2012.

Voici les projections financières préliminaires pour l'exercice 2013 :

(en millions de dollars, à l'exception des ajouts nets de clients et de la marge opérationnelle)	Projections préliminaires Exercice 2013 $	Projections révisées Exercice 2012 $
Projections financières		
Produits	1 350	1 280
Bénéfice opérationnel avant amortissements	614	585
Marge opérationnelle	45,5 %	45,7 %
Amortissements	290	270
Charges financières	64	65
Charge d'impôt exigible	95	90
Bénéfice de l'exercice	190	225
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	350	340
Flux de trésorerie nets	105	90
Projections d'ajouts nets de clients		
Unités de service primaire	50 000	72 000

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, de concert avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures adéquats de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de COGECO est fondé sur les critères publiés dans le rapport intitulé *Internal Control – Integrated Framework* du *Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway* Commission et est conçu de façon à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les IFRS.

Après avoir évalué la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société au 31 mai 2012, le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont conclu que ceux-ci étaient adéquats. De plus, aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société au cours du trimestre clos le 31 mai 2012.

INCERTITUDES ET PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

Il n'y a eu aucun changement important dans les incertitudes et les principaux facteurs de risque auxquels est exposée la Société depuis le 31 août 2011. Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée COGECO figure dans le rapport annuel de 2011.

DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN MATIÈRE DE COMPTABILITÉ AU CANADA

Comme le précise la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2012, la Société a adopté les IFRS le 1er septembre 2011. Les données financières de 2011 ont donc été retraitées.

MODIFICATIONS DES MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Comme il a été mentionné précédemment, la Société a adopté le cadre conceptuel des IFRS pour ses méthodes comptables le 1er septembre 2011. Les modifications des méthodes comptables critiques découlant de l'adoption des IFRS et leurs incidences sur les estimations comptables sont décrites à la rubrique « Modifications des méthodes et estimations comptables critiques » du rapport de gestion du premier trimestre clos le 30 novembre 2011 de la Société, disponible aux adresses <www.sedar.com> et <www.cogeco.ca>. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2012, il n'y a pas eu de modifications des méthodes comptables et des estimations comptables critiques, à l'exception de ce qui est mentionné ci-dessous.

Révision de la durée d'utilité des appareils résidentiels

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2012, la Société a révisé la durée d'utilité de certains appareils résidentiels visant à refléter l'évolution de la technologie touchant la distribution de services haute définition. Par conséquent, la durée d'utilité des terminaux de services haute définition et des adaptateurs de terminaux multimédias incorporés a été réduite de cinq ans à trois ans.

DÉVELOPPEMENTS FUTURS EN MATIÈRE DE COMPTABILITÉ AU CANADA

Un certain nombre de nouvelles normes, d'interprétations et de modifications des normes actuelles ont été publiées par *l'International Accounting Standards Board* (l'« IASB »). Elles sont obligatoires, mais ne sont pas encore entrées en vigueur pour la période close le 31 mai 2012 ni pour l'exercice se clôturant le 31 août 2012 et n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés. Ces normes sont décrites à la rubrique « Nouvelles normes et interprétations comptables publiées mais non encore entrées en vigueur » du rapport de gestion de la Société du premier trimestre clos le 30 novembre 2011, disponible aux adresses <www.sedar.com> et <www.cogeco.ca>.

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Cette section décrit les mesures financières non définies par les IFRS liées aux activités poursuivies qu'utilise COGECO tout au long de ce rapport de gestion. Elle présente également un rapprochement de ces mesures financières non définies par les IFRS et des mesures financières les plus comparables définies par les IFRS. Ces mesures financières n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures comprennent les « flux de trésorerie liés aux opérations », les « flux de trésorerie nets », le « bénéfice opérationnel avant amortissements » et la « marge opérationnelle ».

Flux de trésorerie liés aux opérations et flux de trésorerie nets

La direction de COGECO et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie liés aux opérations pour évaluer les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, excluant l'incidence de la variation des activités opérationnelles sans effet de trésorerie, l'amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme, l'impôt sur le résultat payé ou reçu, la charge ou l'économie d'impôt exigible, les charges financières payées et les charges financières. Cette mesure permet à la Société d'isoler les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles de l'incidence des décisions en matière de gestion de la trésorerie. Les flux de trésorerie liés aux opérations sont ensuite utilisés dans le calcul des « flux de trésorerie nets », une mesure non définie par les IFRS. La direction de COGECO et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie nets pour mesurer la capacité de celle-ci à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles constituent la mesure financière la plus comparable selon les IFRS. Le calcul des flux de trésorerie liés aux opérations est présenté ci-dessous :

	Trimestres clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
(en milliers de dollars)	2012 $	2011 $	2012 $	2011 $
	(non audité)	(non audité)	(non audité)	(non audité)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	109 546	141 106	245 571	284 375
Variation des activités opérationnelles sans effet de trésorerie	20 507	(17 406)	85 288	56 048
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	1 681	1 141	3 357	2 902
Impôt sur le résultat payé (reçu)	10 634	(120)	67 711	(1 695)
Économie (charge) d'impôt exigible	(25 016)	1 647	(72 306)	(73 197)
Charges financières payées	18 076	19 578	49 587	60 305
Charges financières	(17 822)	(16 619)	(51 710)	(57 983)
Flux de trésorerie liés aux opérations	117 606	129 327	327 498	270 755

Le calcul des flux de trésorerie nets est présenté ci-dessous :

	Trimestres clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
(en milliers de dollars)	2012 $	2011 $	2012 $	2011 $
	(non audité)	(non audité)	(non audité)	(non audité)
Flux de trésorerie liés aux opérations	117 606	129 327	327 498	270 755
Acquisition d'immobilisations corporelles	(84 161)	(61 026)	(243 161)	(176 514)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(3 980)	(2 781)	(10 570)	(8 535)
Flux de trésorerie nets	29 465	65 520	73 767	85 706

Bénéfice opérationnel avant amortissements et marge opérationnelle

La direction de COGECO et les investisseurs utilisent le bénéfice opérationnel avant amortissements afin d'évaluer la capacité de la Société à saisir les occasions de croissance de façon rentable, à financer ses activités courantes et à assurer le service de sa dette. Le bénéfice opérationnel avant amortissements correspond essentiellement aux flux de trésorerie liés aux opérations excluant l'incidence de la structure du capital choisie et il compte parmi les mesures clés utilisées par les milieux financiers pour évaluer une entreprise et sa santé financière. La marge opérationnelle est une mesure de la proportion des produits de la Société qui est disponible avant impôt sur le résultat pour payer les charges fixes, telles que les intérêts sur la dette. La marge opérationnelle se calcule en divisant le bénéfice opérationnel avant amortissements par les produits.

La mesure financière la plus comparable selon les IFRS est le bénéfice opérationnel. Le bénéfice opérationnel avant amortissements et la marge opérationnelle se calculent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	2012 $	2011 $	2012 $	2011 $
	(non audité)	(non audité)	(non audité)	(non audité)
Bénéfice opérationnel	95 473	90 242	229 046	242 167
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	–	–	108	13 222
Amortissements	62 973	51 783	214 071	151 772
Bénéfice opérationnel avant amortissements	158 446	142 025	443 225	407 161
Produits	358 032	330 258	1 049 668	936 241
Marge opérationnelle	44,3 %	43,0 %	42,2 %	43,5 %

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS SUPPLÉMENTAIRES

Trimestres clos les	31 mai		29 février	28 février	30 novembre		31 août	
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)	2012 (non audité)	2011 (non audité)	2012 (non audité)	2011 (non audité)	2011 (non audité)	2010 (non audité)	2011 (non audité)	2010[1] (non audité)
Produits	358 032	330 258	345 613	307 532	346 023	298 451	331 045	291 503
Bénéfice opérationnel avant amortissements	158 446	142 025	144 518	132 140	140 261	132 996	152 434	129 729
Marge opérationnelle	44,3 %	43,0 %	41,8 %	43,0 %	40,5 %	44,6 %	46,0 %	44,5 %
Bénéfice opérationnel	95 473	90 242	58 931	68 597	74 642	83 328	101 304	81 972
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	55 373	54 371	29 449	31 656	44 524	47 967	63 870	46 574
Bénéfice (perte) de la période lié(e) aux activités abandonnées	–	(233 573)	52 047	(9 223)	3 399	(8 159)	6 219	(7 466)
Bénéfice (perte) de la période	55 373	(179 202)	81 496	22 433	47 923	39 808	70 089	39 108
Bénéfice (perte) de la période attribuable aux propriétaires de la Société	19 303	(56 303)	25 089	634	18 770	16 391	23 317	12 265
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles provenant des activités poursuivies	109 546	141 106	126 455	90 891	9 570	52 378	219 986	196 029
Flux de trésorerie liés aux opérations	117 606	129 327	105 153	103 309	104 739	38 119	148 228	119 235
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	88 141	63 807	87 186	62 873	78 404	58 369	122 441	97 928
Flux de trésorerie nets	29 465	65 520	17 967	40 436	26 335	(20 250)	25 787	21 307
Bénéfice (perte) par action[2] attribuable aux propriétaires de la Société								
Lié(e) aux activités poursuivies et abandonnées								
De base	1,15	(3,36)	1,50	0,04	1,12	0,98	1,39	0,73
Dilué(e)	1,15	(3,36)	1,49	0,04	1,11	0,97	1,39	0,73
Lié aux activités poursuivies								
De base	1,15	1,13	0,50	0,22	1,06	1,14	1,27	0,88
Dilué	1,15	1,13	0,50	0,21	1,05	1,13	1,27	0,87
Lié(e) aux activités abandonnées								
De base	–	(4,49)	1,00	(0,18)	0,07	(0,16)	0,12	(0,14)
Dilué(e)	–	(4,49)	0,99	(0,18)	0,06	(0,16)	0,12	(0,14)

(1) Les données relatives à l'exercice 2010 n'ont pas été retraitées pour que leur présentation soit conforme aux IFRS puisque la date de transition de la Société est le 1er septembre 2010.

(2) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

SAISONNALITÉ

Les résultats opérationnels de COGECO ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes, exception faite de ce qui suit. Dans le secteur de la câblodistribution, la croissance de la clientèle des services de Télévision et d'IHV est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances, de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Câble offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Ce rapport de gestion a été préparé le 11 juillet 2012. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris sa notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

/s/ Jan Peeters
Jan Peeters
Président du conseil

/s/ Louis Audet
Louis Audet
Président et chef de la direction

COGECO inc.
Montréal (Québec)
Le 11 juillet 2012

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2012

COGECO INC.
COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE RÉSULTAT
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)	Trois mois clos les 31 mai **2012** **$**	Trois mois clos les 31 mai 2011 $	Neuf mois clos les 31 mai **2012** **$**	Neuf mois clos les 31 mai 2011 $
Produits	**358 032**	330 258	**1 049 668**	936 241
Charges d'exploitation (note 5)	**199 586**	188 233	**606 443**	529 080
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**–**	–	**108**	13 222
Amortissements (note 6)	**62 973**	51 783	**214 071**	151 772
Bénéfice opérationnel	**95 473**	90 242	**229 046**	242 167
Charges financières (note 7)	**17 822**	16 619	**51 710**	57 983
Bénéfice avant impôt sur le résultat	**77 651**	73 623	**177 336**	184 184
Impôt sur le résultat (note 8)	**22 278**	19 252	**47 990**	50 190
Bénéfice de la période des activités poursuivies	**55 373**	54 371	**129 346**	133 994
Bénéfice (perte) de la période des activités abandonnées (note 17)	**–**	(233 573)	**55 446**	(250 955)
Bénéfice (perte) de la période	**55 373**	(179 202)	**184 792**	(116 961)
Bénéfice (perte) attribuable aux:				
Propriétaires de la Société	**19 303**	(56 303)	**63 162**	(39 278)
Participants sans contrôle	**36 070**	(122 899)	**121 630**	(77 683)
	55 373	(179 202)	**184 792**	(116 961)
Bénéfice (perte) par action (note 9)				
De base				
Bénéfice de la période des activités poursuivies	**1,15**	1,13	**2,71**	2,48
Bénéfice (perte) de la période des activités abandonnées	**–**	(4,49)	**1,07**	(4,83)
Bénéfice (perte) de la période	**1,15**	(3,36)	**3,78**	(2,35)
Dilué(e)				
Bénéfice de la période des activités poursuivies	**1,15**	1,13	**2,69**	2,48
Bénéfice (perte) de la période des activités abandonnées	**–**	(4,49)	**1,06**	(4,83)
Bénéfice (perte) de la période	**1,15**	(3,36)	**3,75**	(2,35)

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2012	2011	**2012**	2011
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Bénéfice (perte) de la période	**55 373**	(179 202)	**184 792**	(116 961)
Autres éléments du bénéfice (de la perte) global(e)				
Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie				
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	**9 566**	666	**11 446**	(19 367)
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture reclassés à titre de charges financières	**(8 246)**	532	**(10 165)**	18 601
Économie (charge) d'impôt sur le résultat liée aux ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie	**(518)**	(255)	**(663)**	717
	802	943	**618**	(49)
Ajustements au titre de l'écart de change				
Écarts de change nets à la conversion d'un investissement net dans des établissements à l'étranger	**–**	8 952	**(745)**	7 199
Variation nette des profits latents à la conversion des dettes à long terme désignées comme éléments de couverture d'un investissement net dans des établissements à l'étranger	**–**	(3 731)	**–**	(3 330)
Reclassification au résultat du gain cumulé des écarts de change nets d'un investissement net dans les établissements à l'étranger (note 17)	**–**	–	**(19 817)**	–
	–	5 221	**(20 562)**	3 869
Ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées				
Variation nette des ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées	**(3 357)**	(4 951)	**(7 411)**	(915)
Économie d'impôt sur le résultat liée aux ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées	**903**	1 333	**1 993**	247
	(2 454)	(3 618)	**(5 418)**	(668)
Autres éléments du bénéfice (de la perte) global(e) de la période	**(1 652)**	2 546	**(25 362)**	3 152
Bénéfice (perte) global(e) de la période	**53 721**	(176 656)	**159 430**	(113 809)
Bénéfice (perte) global(e) attribuable aux:				
Propriétaires de la Société	**17 637**	(57 081)	**52 452**	(38 595)
Participants sans contrôle	**36 084**	(119 575)	**106 978**	(75 214)
	53 721	(176 656)	**159 430**	(113 809)

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Capitaux propres attribuables aux propriétaires					
	Capital social	Surplus d'apport – rémunération fondée sur des actions	Cumul des autres éléments du bénéfice (de la perte) global(e)	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux participants sans contrôle	Total des capitaux propres
	(note 12)		(note 13)			
Solde au 1er septembre 2010	119 527	3 452	6 508	240 499	750 878	1 120 864
Perte de la période	–	–	–	(39 278)	(77 683)	(116 961)
Autres éléments du bénéfice global de la période	–	–	683	–	2 469	3 152
Bénéfice (perte) global(e) de la période	–	–	683	(39 278)	(75 214)	(113 809)
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	629	–	–	–	–	629
Rémunération fondée sur des actions	–	1 137	–	–	1 056	2 193
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participants sans contrôle	–	(404)	–	–	5 144	4 740
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	–	–	–	(663)	–	(663)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	–	–	–	(5 360)	(16 760)	(22 120)
Effet des variations de participation dans une filiale sur les participants sans contrôle	–	–	–	60	(60)	–
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	(1 296)	–	–	–	–	(1 296)
Acquisition par une filiale des participants sans contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	–	–	–	–	(2 258)	(2 258)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	458	(503)	–	45	–	–
Distribution aux employés par une filiale d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	–	(153)	–	11	142	–
Apports des actionnaires et distributions aux actionnaires	(209)	77	–	(5 907)	(12 736)	(18 775)
Solde au 31 mai 2011	119 318	3 529	7 191	195 314	662 928	988 280
Bénéfice de la période	–	–	–	23 317	46 772	70 089
Autres éléments de la perte globale de la période	–	–	(4 183)	–	(2 169)	(6 352)
Bénéfice (perte) global(e) de la période	–	–	(4 183)	23 317	44 603	63 737
Rémunération fondée sur des actions	–	383	–	–	329	712
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	–	–	–	(258)	–	(258)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	–	–	–	(2 086)	(6 595)	(8 681)
Acquisition par une filiale des participants sans contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	–	–	–	–	(110)	(110)
Apports des actionnaires et distributions aux actionnaires	–	383	–	(2 344)	(6 376)	(8 337)
Solde au 31 août 2011	**119 318**	**3 912**	**3 008**	**216 287**	**701 155**	**1 043 680**
Bénéfice de la période	**–**	**–**	**–**	**63 162**	**121 630**	**184 792**
Autres éléments de la perte globale de la période	**–**	**–**	**(10 710)**	**–**	**(14 652)**	**(25 362)**
Bénéfice (perte) global(e) de la période	**–**	**–**	**(10 710)**	**63 162**	**106 978**	**159 430**
Rémunération fondée sur des actions	**–**	**1 445**	**–**	**–**	**1 138**	**2 583**
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participants sans contrôle	**–**	**(121)**	**–**	**–**	**1 416**	**1 295**
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	**–**	**–**	**–**	**(995)**	**–**	**(995)**
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	**–**	**–**	**–**	**(8 040)**	**(24 723)**	**(32 763)**
Effet des variations de participation dans une filiale sur les participants sans contrôle	**–**	**–**	**–**	**109**	**(109)**	**–**
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	**(1 740)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**(1 740)**
Disposition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	**33**	**–**	**–**	**17**	**–**	**50**
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	**325**	**(442)**	**–**	**117**	**–**	**–**
Acquisition par une filiale des participants sans contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	**–**	**–**	**–**	**–**	**(3 049)**	**(3 049)**
Disposition par une filiale à des participants sans contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	**–**	**–**	**–**	**55**	**638**	**693**
Acquisition d'entreprise (note 3)	**–**	**–**	**–**	**–**	**462**	**462**
Apports des actionnaires et distributions aux actionnaires	**(1 382)**	**882**	**–**	**(8 737)**	**(24 227)**	**(33 464)**
Solde au 31 mai 2012	**117 936**	**4 794**	**(7 702)**	**270 712**	**783 906**	**1 169 646**

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	**31 mai 2012** **$**	31 août 2011 $	1er septembre 2010 $
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 14 b))	**153 097**	55 216	35 842
Créances clients et autres débiteurs (note 16 a))	**104 004**	100 297	74 560
Impôt sur le résultat à recevoir	**14 691**	38 480	45 400
Charges payées d'avance et autres	**13 813**	14 020	14 189
Actifs détenus en vue de la vente	**–**	1 365	–
	285 605	209 378	169 991
Actifs non courants			
Autres actifs	**6 546**	6 422	7 886
Immobilisations corporelles	**1 285 200**	1 272 251	1 323 161
Immobilisations incorporelles	**1 135 136**	1 125 519	1 046 944
Goodwill	**248 272**	225 802	144 695
Instruments financiers dérivés	**–**	–	5 085
Actifs d'impôt différé	**33 672**	26 390	27 992
Actifs détenus en vue de la vente	**–**	5 886	–
	2 994 431	2 871 648	2 725 754
Passif et capitaux propres			
Passif			
Passifs courants			
Endettement bancaire	**6 641**	–	2 328
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**152 905**	270 246	235 830
Provisions (note 10)	**27 962**	15 558	12 945
Passifs d'impôt sur le résultat	**42 803**	59 935	558
Produits différés et perçus d'avance	**44 231**	43 520	45 602
Billet promissoire à payer, sans intérêts et remboursé le 1er février 2012	**–**	5 000	–
Instrument financier dérivé	**–**	–	1 189
Solde à payer relativement à une acquisition d'entreprise, au taux préférentiel bancaire majoré de 1 % et payable en février 2013	**11 400**	–	–
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 11)	**1 144**	2 119	2 329
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	**–**	1 747	–
	287 086	398 125	300 781
Passifs non courants			
Dette à long terme (note 11)	**1 152 637**	1 016 663	952 741
Solde à payer relativement à une acquisition d'entreprise (note 3)	**2 000**	–	–
Solde à payer relativement à une acquisition d'entreprise, au taux préférentiel bancaire majoré de 1 % et payable en février 2013	**–**	11 400	–
Instruments financiers dérivés	**2 962**	14 408	–
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs	**17 697**	19 390	12 234
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel futurs	**42 679**	33 718	24 335
Passifs d'impôt différé	**319 724**	333 746	314 799
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	**–**	518	–
	1 824 785	1 827 968	1 604 890
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux propriétaires			
Capital social (note 12)	**117 936**	119 318	119 527
Surplus d'apport	**4 794**	3 912	3 452
Cumul des autres éléments du résultat global (note 13)	**(7 702)**	3 008	6 508
Bénéfices non distribués	**270 712**	216 287	240 499
	385 740	342 525	369 986
Participation sans contrôle	**783 906**	701 155	750 878
	1 169 646	1 043 680	1 120 864
	2 994 431	2 871 648	2 725 754

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2012	2011	**2012**	2011
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles des activités poursuivies				
Bénéfice de la période des activités poursuivies	**55 373**	54 371	**129 346**	133 994
Ajustements au titre des éléments suivants :				
Amortissements (note 6)	**62 973**	51 783	**214 071**	151 772
Impôt sur le résultat	**22 278**	19 252	**47 990**	50 190
Charges financières (note 7)	**17 822**	16 619	**51 710**	57 983
Rémunération fondée sur des actions (note 12)	**1 124**	1 003	**2 839**	2 900
Perte à la cession et à la radiation d'immobilisations corporelles	**177**	113	**907**	1 223
Autres	**(984)**	17	**1 294**	971
	158 763	143 158	**448 157**	399 033
Variations des activités opérationnelles sans effet de trésorerie (note 14 a))	**(20 507)**	17 406	**(85 288)**	(56 048)
Impôt sur le résultat reçu (payé)	**(10 634)**	120	**(67 711)**	1 695
Charges financières versées	**(18 076)**	(19 578)	**(49 587)**	(60 305)
	109 546	141 106	**245 571**	284 375
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des activités poursuivies				
Acquisition d'immobilisations corporelles	**(84 161)**	(61 026)	**(243 161)**	(176 514)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	**(3 980)**	(2 781)	**(10 570)**	(8 535)
Acquisition d'entreprise et ajustements relatifs, nettes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis (note 3)	**(337)**	–	**(36 072)**	(74 353)
Cession d'une filiale, nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie disposés (note 3)	**–**	–	**4 509**	–
Autres	**935**	216	**1 082**	216
	(87 543)	(63 591)	**(284 212)**	(259 186)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement des activités poursuivies				
Diminution (augmentation) de l'endettement bancaire	**6 641**	–	**6 641**	(2 328)
Augmentation nette (remboursement net) au titre des crédits à terme renouvelables	**(3 975)**	(4 424)	**(107 678)**	41 679
Émission de dette à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction	**–**	–	**232 715**	198 295
Remboursement de dette à long terme	**(531)**	(660)	**(1 747)**	(177 189)
Remboursement du billet promissoire à payer	**–**	–	**(5 000)**	–
Augmentation des frais de transaction différés	**(41)**	–	**(1 497)**	–
Émission d'actions subalternes à droit de vote	**–**	–	**–**	629
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	**–**	(14)	**(1 740)**	(1 296)
Disposition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	**–**	–	**50**	–
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	**(332)**	(221)	**(995)**	(663)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	**(2 678)**	(1 788)	**(8 040)**	(5 360)
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participants sans contrôle	**–**	561	**1 295**	4 740
Acquisition par une filiale des participants sans contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	**–**	–	**(3 049)**	(2 258)
Disposition par une filiale à des participants sans contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	**693**	–	**693**	–
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote payés par une filiale aux participants sans contrôle	**(8 241)**	(5 601)	**(24 723)**	(16 760)
	(8 464)	(12 147)	**86 925**	39 489
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités poursuivies	**13 539**	65 368	**48 284**	64 678
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités abandonnées (note 17)	**–**	(1 069)	**49 597**	(9 786)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début	**139 558**	26 435	**55 216**	35 842
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin	**153 097**	90 734	**153 097**	90 734

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
31 mai 2012
(non audité)
(*les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)*

NATURE DES ACTIVITÉS

COGECO inc. (la « Société » ou la « Société mère ») est une société ouverte canadienne inscrite à la Bourse de Toronto (« TSX »). La Société offre des services de Télévision par câble, d'Internet haute vitesse (« IHV »), de Téléphonie, de technologie de l'information et d'infrastructure gérés et d'autres services de télécommunications fournis à ses clients résidentiels et commerciaux au Canada par l'intermédiaire de Cogeco Câble inc., exerce des activités de radiodiffusion par l'intermédiaire de Cogeco Diffusion Acquisitions inc. (« Cogeco Diffusion ») et opère une entreprise de représentation spécialisée dans le domaine de l'affichage publicitaire dans les transports collectifs à travers Métromedia CMR Plus inc. (« Métromédia »).

Le siège social de la Société est situé au 5, Place Ville Marie, bureau 1700, Montréal (Québec) H3B 0B3.

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire,* et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels complets. Certains renseignements et informations à fournir par voie de note qui figurent habituellement dans des états financiers annuels n'ont pas été présentés ou sont résumés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels de l'exercice 2011 et les états financiers consolidés intermédiaires résumés du premier trimestre clos le 30 novembre 2011 de la Société.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société ont été préparés conformément à IAS 34 et à la Norme internationale d'information financière (« IFRS ») 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*. Une explication de l'incidence de la transition aux IFRS sur la situation et la performance financières de la Société ainsi que sur ses flux de trésorerie est fournie à la note 19.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en utilisant le coût historique, sauf pour les instruments financiers dérivés et les régimes de rémunération fondée sur des actions réglés en trésorerie, qui ont été comptabilisés à leur juste valeur.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de COGECO inc.

Les résultats opérationnels pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la nature saisonnière de ses activités soit un facteur significatif sur le plan des résultats trimestriels, hormis le fait que la croissance de la clientèle du service de Télévision par câble et du service IHV est généralement plus faible au second semestre de l'exercice, en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances, de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de COGECO inc. lors de la réunion tenue le 11 juillet 2012.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles décrites à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 30 novembre 2011 de la Société, à l'exception de ce qui suit.

Révision de la durée d'utilité des appareils résidentiels

La filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a révisé la durée d'utilité de certains appareils résidentiels visant à refléter l'évolution de la technologie touchant la distribution de services haute définition. Par conséquent, la durée de vie d'utilité des terminaux de services haute définition et des adaptateurs de terminaux multimédia incorporés ont été réduit de 5 ans à 3 ans. L'impact de la révision de durée d'utilité a eu pour effet d'augmenter l'amortissement des immobilisations corporelles de 26,5 millions $ au deuxième trimestre clos le 29 février 2012.

3. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Acquisition d'entreprise en 2011

Le 30 avril 2010, la Société a conclu une entente avec Corus Entertainment inc. (« Corus ») en vue d'acquérir ses stations radiophoniques au Québec pour 80 millions $, sous réserve des ajustements et des conditions de clôture habituels, dont l'approbation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »). La transaction avec Corus a été conclue le 1er février 2011.

Par suite de cette acquisition, et conformément à la décision du CRTC relative à la demande de transfert de la Société, la Société a mis en vente deux stations radiophoniques acquises dans le cadre de la transaction, soit CFEL-FM, sur le marché de la ville de Québec, et CJTS-FM, sur le marché de Sherbrooke. En plus des deux stations radiophoniques acquises susmentionnées, et conformément à la décision du CRTC, la Société a mis en vente la station radiophonique CJEC-FM sur le marché de la ville de Québec, dont elle était propriétaire avant l'acquisition. Les stations radiophoniques dont la cession a été exigée par le CRTC, ainsi que le processus de vente, ont été gérés par un fiduciaire approuvé par le CRTC par suite d'une convention de vote fiduciaire.

Le 30 novembre 2011, Cogeco Diffusion a conclu une entente visant la vente de deux de ses quatre stations de radio FM dans la ville de Québec, soit CJEC-FM et CFEL-FM pour une contrepartie en trésorerie de 4,6 millions $, sous réserve de l'approbation du CRTC et des ajustements et conditions de clôture habituels. Le 6 décembre 2011, Cogeco Diffusion a fermé sa station radiophonique de Sherbrooke, CJTS-FM. Le 19 janvier 2012, le CRTC a approuvé la vente de CJEC-FM et CFEL-FM et la transaction a été complétée le 30 janvier 2012, ce qui a marqué la fin du processus établi avec le CRTC pour la vente de ces trois stations de radio. Suite à la clôture de la vente de CJEC-FM et CFEL-FM et de la fermeture de CJTS-FM, la Société a complété au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2012 l'allocation du prix d'achat de l'acquisition qui a eu comme impact une réduction des actifs détenus en vue de la vente de 1,8 million $, une augmentation des passifs d'impôt différé de 0,2 million $ et une augmentation des dettes fournisseurs et autres créditeurs assumés de 0,1 million $. L'impact net de ces ajustements, combiné avec la réduction du prix d'achat de 0,3 million $, a augmenté le goodwill de 1,8 million $.

Acquisition d'entreprise en 2012

Le 6 décembre 2011, COGECO inc. a conclu une entente visant l'acquisition de Métromédia, sous réserve des ajustements et des conditions de clôture habituels. Métromédia est une entreprise québécoise qui exploite une agence de vendeurs de réclames publicitaires dans le secteur du transport en commun. Métromédia représente plus de 100 marchés de transport en commun, notamment à Montréal et dans d'autres régions du Québec, ainsi que dans des villes importantes et de nombreux marchés dans le reste du Canada. La transaction a été conclue le 26 décembre 2011.

Cette acquisition a été comptabilisée au moyen de la méthode de l'acquisition. Les résultats ont été consolidés à compter de la date d'acquisition. La répartition préliminaire du prix d'achat de cette acquisition, sujet à la finalisation de l'évaluation des actifs nets acquis, se détaille comme suit:

	$
Contrepartie	
Versée	
Achat d'actions	**36 860**
Remboursement d'une dette garantie	**2 140**
	39 000
Solde à payer relatif à une acquisition d'entreprise, au taux préférentiel bancaire majoré de 1 % et payable en juin 2013	**2 000**
	41 000
Actifs nets acquis	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**3 265**
Créances clients et autres débiteurs	**7 242**
Charges payées d'avance	**57**
Impôt sur le résultat à recevoir	**234**
Immobilisations corporelles	**4 764**
Immobilisations incorporelles	**14 747**
Goodwill	**20 369**
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**(4 813)**
Impôt sur le résultat à payer	**(142)**
Produits différés et perçus d'avance et autres	**(374)**
Passifs d'impôt différé	**(3 887)**
Participation sans contrôle	**(462)**
	41 000

4. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Les activités de la Société se divisent en deux secteurs d'exploitation : le secteur de la câblodistribution et le secteur autre. Le secteur de la câblodistribution inclut les activités de Télévision par câble, d'IHV, de Téléphonie ainsi que les services gérés de technologie de l'information et d'infrastructure et d'autres services de télécommunications, alors que le secteur autre inclut les activités de la radiodiffusion, de l'entreprise de représentation spécialisée dans le domaine de l'affichage publicitaire dans les transports collectifs, du siège social et les éliminations.

Les principaux renseignements financiers par secteur opérationnel sont les suivants :

	Câblodistribution		**Autre**		**Données consolidées**	
Trois mois clos les 31 mai	**2012**	2011	**2012**	2011	**2012**	2011
	$	$	**$**	$	**$**	$
Produits	**319 771**	298 211	**38 261**	32 047	**358 032**	330 258
Charges d'exploitation	**167 110**	160 064	**32 476**	28 169	**199 586**	188 233
Amortissements	**61 680**	51 152	**1 293**	631	**62 973**	51 783
Bénéfice opérationnel	**90 981**	86 995	**4 492**	3 247	**95 473**	90 242
Charges financières	**16 373**	15 896	**1 449**	723	**17 822**	16 619
Impôt sur le résultat	**21 449**	18 747	**829**	505	**22 278**	19 252
Bénéfice de la période des activités poursuivies	**53 159**	52 352	**2 214**	2 019	**55 373**	54 371
Perte de la période des activités abandonnées (note 17)	**–**	(233 573)	**–**	–	**–**	(233 573)
Bénéfice (perte) de la période	**53 159**	(181 221)	**2 214**	2 019	**55 373**	(179 202)
Total de l'actif[1]	**2 780 943**	2 712 679	**213 488**	158 969	**2 994 431**	2 871 648
Immobilisations corporelles[1]	**1 262 495**	1 254 217	**22 705**	18 034	**1 285 200**	1 272 251
Immobilisations incorporelles[1]	**1 040 990**	1 045 601	**94 146**	79 918	**1 135 136**	1 125 519
Goodwill[1]	**209 330**	208 796	**38 942**	17 006	**248 272**	225 802
Acquisition d'immobilisations corporelles	**83 479**	60 001	**682**	1 025	**84 161**	61 026

(1) Aux 31 mai 2012 et 31 août 2011, respectivement.

	Câblodistribution		**Autre**		**Données consolidées**	
Neuf mois clos les 31 mai	**2012**	2011	**2012**	2011	**2012**	2011
	$	$	**$**	$	**$**	$
Produits	**952 930**	878 872	**96 738**	57 369	**1 049 668**	936 241
Charges d'exploitation	**515 218**	475 918	**91 225**	53 162	**606 443**	529 080
Honoraires de gestion – COGECO inc.	**9 485**	9 172	**(9 485)**	(9 172)	**–**	–
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**–**	–	**108**	13 222	**108**	13 222
Amortissements	**210 756**	150 644	**3 315**	1 128	**214 071**	151 772
Bénéfice (perte) opérationnel(le)	**217 471**	243 138	**11 575**	(971)	**229 046**	242 167
Charges financières	**47 990**	56 679	**3 720**	1 304	**51 710**	57 983
Impôt sur le résultat	**45 669**	50 039	**2 321**	151	**47 990**	50 190
Bénéfice (perte) de la période des activités poursuivies	**123 812**	136 420	**5 534**	(2 426)	**129 346**	133 994
Bénéfice (perte) de la période des activités abandonnées (note 17)	**55 446**	(250 955)	**–**	–	**55 446**	(250 955)
Bénéfice (perte) de la période	**179 258**	(114 535)	**5 534**	(2 426)	**184 792**	(116 961)
Total de l'actif[1]	**2 780 943**	2 712 679	**213 488**	158 969	**2 994 431**	2 871 648
Immobilisations corporelles[1]	**1 262 495**	1 254 217	**22 705**	18 034	**1 285 200**	1 272 251
Immobilisations incorporelles[1]	**1 040 990**	1 045 601	**94 146**	79 918	**1 135 136**	1 125 519
Goodwill[1]	**209 330**	208 796	**38 942**	17 006	**248 272**	225 802
Acquisition d'immobilisations corporelles	**240 406**	173 343	**2 755**	3 171	**243 161**	176 514

(1) Aux 31 mai 2012 et 31 août 2011, respectivement.

5. CHARGES D'EXPLOITATION

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2012	2011	**2012**	2011
	$	$	**$**	$
Salaires, avantages du personnel et services impartis	**68 115**	65 131	**207 896**	172 738
Coûts de prestations de service[1][2]	**98 031**	86 728	**291 776**	256 561
Coûts liés aux clients[1][3]	**14 456**	13 551	**47 606**	37 409
Autres achats externes [4]	**18 984**	22 823	**59 165**	62 372
	199 586	188 233	**606 443**	529 080

(1) Anciennement présenté sous autres achats externes.
(2) Comprend le coût des équipements vendus, les coûts liés au contenu et à la programmation, les paiements à d'autres transporteurs et les coûts de réseau.
(3) Comprend les frais de publicité et de marketing, les frais de vente, les frais de facturation, les créances irrécouvrables et les frais de recouvrement.
(4) Comprend les frais relatifs aux immeubles, les honoraires professionnels, les frais liés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») et d'autres frais d'administration.

6. AMORTISSEMENTS

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2012	2011	**2012**	2011
	$	$	**$**	$
Immobilisations corporelles	**57 561**	47 941	**198 371**	140 149
Immobilisations incorporelles	**5 412**	3 842	**15 700**	11 623
	62 973	51 783	**214 071**	151 772

7. CHARGES FINANCIÈRES

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2012	2011	**2012**	2011
	$	$	**$**	$
Intérêts sur la dette à long terme	**17 150**	15 234	**47 782**	55 689
Pertes nettes (profits nets) de change	**81**	(43)	**1 091**	(1 496)
Amortissement des frais de transaction différés	**449**	474	**1 373**	1 419
Coûts d'emprunt capitalisés	**(492)**	(154)	**(1 225)**	(274)
Autres	**634**	1 108	**2 689**	2 645
	17 822	16 619	**51 710**	57 983

8. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2012	2011	**2012**	2011
	$	$	**$**	$
Exigible	**25 016**	(1 647)	**72 306**	73 197
Différé	**(2 738)**	20 899	**(24 316)**	(23 007)
	22 278	19 252	**47 990**	50 190

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôt sur le résultat selon les taux d'impôt sur le résultat fédéral et provinciaux réglementaires du Canada et la charge d'impôt sur le résultat consolidée :

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2012	2011	**2012**	2011
	$	$	**$**	$
Bénéfice avant impôt sur le résultat	**77 651**	73 623	**177 336**	184 184
Taux d'impôt sur le résultat combiné	**27,03%**	28,91%	**27,03%**	28,91%
Charge d'impôt sur le résultat au taux d'imposition combiné	**20 989**	21 284	**47 934**	53 247
Ajustement lié aux pertes ou aux bénéfices assujettis à des taux d'imposition inférieurs ou supérieurs	**422**	(1 697)	**780**	(4 139)
Diminution de l'impôt sur le résultat par suite des modifications à la législation fiscale sur le bénéfice des sociétés de personnes	**–**	–	**(3 450)**	–
Impôt sur le résultat découlant des dépenses non déductibles	**178**	131	**619**	1 273
Autres	**689**	(466)	**2 107**	(191)
Charge d'impôt sur le résultat selon le taux d'imposition effectif	**22 278**	19 252	**47 990**	50 190

9. BÉNÉFICE (PERTE) PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice (perte) par action de base et dilué(e) :

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2012	2011	**2012**	2011
	$	$	**$**	$
Bénéfice de la période des activités poursuivies attribuables aux actionnaires	**19 303**	18 851	**45 337**	41 472
Bénéfice (perte) de la période des activités abandonnées attribuables aux actionnaires	**–**	(75 154)	**17 825**	(80 750)
Bénéfice (perte) de la période attribuable aux actionnaires	**19 303**	(56 303)	**63 162**	(39 278)
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**16 719 727**	16 736 587	**16 725 519**	16 726 302
Incidence des options sur actions dilutives[1]	**–**	–	**–**	–
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives[1]	**112 471**	–	**109 097**	–
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**16 832 198**	16 736 587	**16 834 616**	16 726 302
Bénéfice (perte) par action				
De base				
Bénéfice de la période des activités poursuivies	**1,15**	1,13	**2,71**	2,48
Bénéfice (perte) de la période des activités abandonnées	**–**	(4,49)	**1,07**	(4,83)
Bénéfice (perte) de la période	**1,15**	(3,36)	**3,78**	(2,35)
Dilué(e)				
Bénéfice de la période des activités poursuivies	**1,15**	1,13	**2,69**	2,48
Bénéfice (perte) de la période des activités abandonnées	**–**	(4,49)	**1,06**	(4,83)
Bénéfice (perte) de la période	**1,15**	(3,36)	**3,75**	(2,35)

(1) Pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 mai 2011, le nombre moyen pondéré des actions subalternes à droit de vote qui étaient anti-dilutives s'élevaient à 95 611 et 96 164.

10. PROVISIONS

	31 mai 2012	31 août 2011
	$	$
Retenues d'impôts et droits de timbre	**6 386**	7 383
Coûts liés à la programmation	**20 571**	7 428
Autres	**1 005**	747
	27 962	15 558

Les provisions pour retenues d'impôts et droits de timbre ont trait à des passifs éventuels liés aux retenues d'impôts et aux droits de timbre relatifs aux exercices antérieurs à l'acquisition par Cogeco Câble inc. de sa filiale portugaise. Suite à la vente de la filiale portugaise (note 17), la Société demeure responsable pour ces passifs éventuels liés aux retenues d'impôts et aux droits de timbre jusqu'à concurrence de 5 millions € selon les termes de l'entente de vente.

Les provisions pour coûts liés à la programmation comprennent les provisions pour des hausses tarifaires ainsi que des redevances et coûts additionnels liés au contenu découlant d'audits périodiques des fournisseurs de services.

Les autres provisions comprennent les provisions au titre d'obligations contractuelles ainsi que d'autres obligations juridiques.

11. DETTE À LONG TERME

	Échéance	Taux d'intérêt %	**31 mai 2012 $**	31 août 2011 $
Société mère				
Crédit à terme renouvelable				
Emprunts renouvelables	février 2016[1]	2,75[2]	**72 733**	69 850
Billets non garantis[3]	novembre 2021	6,50	**34 662**	–
Contrat de location-financement	janvier 2017	3,23	**123**	52
Filiales				
Crédit à terme renouvelable				
Emprunts renouvelables	novembre 2016[4]	–	**–**	110 000
Billets garantis de premier rang				
Série A – 190 000 000 $ US	octobre 2015	7,00[5]	**195 384**	185 049
Série B	octobre 2018	7,60	**54 675**	54 646
Débentures garanties de premier rang série 1	juin 2014	5,95	**298 525**	298 016
Débentures garanties de premier rang série 2	novembre 2020	5,15	**198 504**	198 400
Débentures garanties de premier rang série 3[6]	février 2022	4,93	**198 118**	–
Débenture non garantie de premier rang	mars 2018	5,94	**99 844**	99 827
Contrats de location-financement	octobre 2013	6,73 – 9,93	**1 213**	2 939
Autres	octobre 2011	–	**–**	3
			1 153 781	1 018 782
Moins : tranche à court terme			**1 144**	2 119
			1 152 637	1 016 663

(1) Le 30 novembre 2011, la Société a renouvelé sa convention de crédit, pour une facilité de crédit de 100 millions $ sous forme d'un crédit à terme renouvelable d'une durée de quatre ans. Le crédit à terme renouvelé arrivera à échéance le 1er février 2016, mais peut être prolongé chaque année pour une période supplémentaire de un an, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Le crédit à terme renouvelable est garanti indirectement par une charge de premier rang, fixe et générale, sur la quasi-totalité des biens personnels et réels, actuels et futurs et entreprises de quelque nature que ce soit de la Société et de certaines de ses filiales, à l'exception du capital social et des actifs de la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., et est garanti par ses filiales, exception faite de Cogeco Câble inc.

(2) Taux d'intérêt sur la dette au 31 mai 2012, incluant la marge applicable.

(3) Le 7 novembre 2011, la Société a procédé, dans le cadre d'un placement privé, à l'émission des billets non garantis à 6,50 % pour un total de 35 millions $, arrivant à échéance le 7 novembre 2021. Les intérêts sur ces billets sont payables semestriellement à terme échu le 7 novembre et le 7 mai de chaque année, à compter du 7 mai 2012.

(4) Le 22 novembre 2011, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a renouvelé sa convention de crédit pour une facilité de crédit de 750 millions $ sous la forme d'un crédit à terme renouvelable de cinq ans, avec une option de l'augmenter jusqu'à 1 milliard $, sous réserve de la participation des prêteurs. Le renouvellement de ce crédit à terme a été effectué par un groupe d'institutions financières. Le crédit à terme renouvelable viendra à échéance le 22 novembre 2016 et pourra être prolongé annuellement par d'autres périodes de un an, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Le crédit à terme renouvelable est garanti indirectement par une charge de premier rang, fixe et générale sur la quasi-totalité des biens personnels et réels, actuels et futurs et entreprises de quelque nature que ce soit de Cogeco Câble inc. et de certaines de ses filiales. De plus, il prévoit certaines affectations autorisées, y compris les obligations relatives à l'achat de biens, les obligations capitalisées existantes et l'octroi de toute sûreté par une entité avant qu'elle ne devienne une filiale, sous réserve d'un montant maximal.

(5) Les conventions d'échange de devises croisées ont donné lieu à un taux d'intérêt effectif de 7,24 % sur l'équivalent en dollars canadiens de la dette libellée en dollars américains.

(6) Le 14 février 2012, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc. a procédé, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, à une émission de 200 millions $ de débentures garanties de premier rang série 3. Ces débentures viennent à échéance le 14 février 2022 et portent intérêt au taux annuel de 4,925 % payable semestriellement. Ces débentures sont garanties indirectement par une charge de premier rang, fixe et générale et une sûreté sur la quasi-totalité des biens personnels et réels, actuels et futurs et entreprises de quelque nature que ce soit de la Société.

12. CAPITAL SOCIAL

Autorisé

Nombre illimité :

Actions privilégiées de premier et de second rang pouvant être émises en série, ne comportant aucun droit de vote, sauf tel qu'il est prévu par la loi ou par les statuts de la Société.

Actions à droits de vote multiples, 20 votes par action.

Actions subalternes à droit de vote, 1 vote par action.

Émis et payé

	31 mai 2012	31 août 2011
	$	$
1 842 860 actions à droits de vote multiples	**12**	12
14 989 338 actions subalternes à droit de vote	**121 976**	121 976
	121 988	121 988
112 471 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (95 733 au 31 août 2011)	**(4 052)**	(2 670)
	117 936	119 318

Au cours des neuf premiers mois de 2012, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	**Montant**
		$
Solde au 31 août 2011	**95 733**	**2 670**
Actions subalternes à droit de vote acquises	**35 542**	**1 740**
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	**(17 702)**	**(325)**
Actions subalternes à droit de vote vendues	**(1 102)**	**(33)**
Solde au 31 mai 2012	**112 471**	**4 052**

Dividendes

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2012, un dividende trimestriel de 0,18 $ l'action, pour un total de 0,54 $ l'action, a été versé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 9 millions $, comparativement à un dividende trimestriel de 0,12 $ l'action, pour un total de 0,36 $ l'action, ou 6 millions $, à l'exercice précédent.

Régimes de rémunération fondée sur des actions

La Société et sa filiale, Cogeco Câble inc., offrent à certains dirigeants un régime d'options sur actions qui est décrit dans les états financiers consolidés annuels de la Société. Au cours des périodes de neuf mois closes les 31 mai 2012 et 2011, aucune option d'achat d'action n'a été attribuée aux employés par la Société. Sous le régime d'options sur actions de la Société, aucune option n'était en circulation au 31 mai 2012 et 2011. Cependant, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a attribué 91 961 options sur actions (69 500 en 2011) à un prix d'exercice variant de 48,02 $ à 48,15 $ (39,00 $ à 44,00 $ en 2011), dont 47 729 options sur actions (35 800 en 2011) ont été attribuées à des employés de COGECO inc. Les droits de ces options sont acquis par tranches égales sur une période de cinq ans débutant l'année suivant le jour de la date de l'attribution des options et sont exerçables sur une période de dix ans. Au cours des périodes de trois mois et neuf mois closes le 31 mai 2012, Cogeco Câble inc. a facturé un montant de 83 000 $ et 232 000 $ (70 000 $ et 202 000 $ en 2011) à COGECO inc. relativement aux options de la Société attribuées aux employés de COGECO inc. En conséquence, une charge de rémunération de 168 000 $ et 483 000 $ (148 000 $ et 359 000 $ en 2011) a été comptabilisée pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2012.

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées par la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., au cours de la période de neuf mois close le 31 mai 2012 était de 11,30 $ (10,68 $ en 2011) par option. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées a été estimée à la date d'attribution, pour les fins de détermination de la charge de rémunération fondée sur des actions au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	2012	2011
	%	%
Taux de dividende attendu	**1,66**	1,44
Volatilité attendue	**26,85**	28,71
Taux d'intérêt sans risque	**1,74**	2,29
Durée prévue (en années)	**6,1**	6,2

En vertu du régime d'options sur actions, les options suivantes ont été attribuées par Cogeco Câble inc. et étaient en circulation au 31 mai 2012 :

	Options	**Prix d'exercice moyen pondéré $**
En circulation au 31 août 2011	**564 377**	**32,30**
Attribuées	**91 961**	**48,03**
Exercées[(1)]	**(43 852)**	**29,52**
En circulation au 31 mai 2012	**612 486**	**34,86**
Pouvant être exercées au 31 mai 2012	**408 443**	**31,65**

(1) Pour les options sur actions exercées pendant la période, le prix moyen pondéré était de 49,48 $.

La Société et sa filiale, Cogeco Câble inc., offrent également des régimes d'unités d'actions incitatives à l'intention de ses hauts dirigeants et de certains employés désignés, qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société. Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2012, la Société et sa filiale ont attribué 35 542 (36 460 en 2011) et 60 479 (60 388 en 2011) unités d'actions incitatives respectivement. La Société et sa filiale établissent la valeur de la rémunération liée aux unités d'actions incitatives attribuées en fonction de la juste valeur des actions subalternes à droit de vote à la date d'attribution, et une charge de rémunération est comptabilisée sur le délai d'acquisition des droits, soit trois ans moins un jour. Deux fiducies ont été créées pour acquérir ces actions sur le marché boursier afin de se couvrir contre les fluctuations du prix de l'action. La Société et sa filiale ont chargé les fiduciaires d'acheter 35 542 (36 460 en 2011) et 61 815 (57 203 en 2011) actions subalternes à droit de vote sur le marché boursier. Ces actions ont été achetées pour une contrepartie en trésorerie totalisant 1 740 000 $ (1 296 000 $ en 2011) et 3 049 000 $ (2 258 000 $ en 2011) et sont détenues en fiducie à l'intention des participants jusqu'à ce que les droits rattachés soient complètement acquis. Ces fiducies, considérées comme des entités ad hoc, sont consolidées dans les états financiers consolidés de la Société, et la valeur des actions acquises est présentée en diminution du capital social ou de la participation sans contrôle à titre d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives. Une charge de rémunération de 848 000 $ et de 2 100 000 $ (648 000 $ et 1 834 000 $ en 2011) a été comptabilisée pour les périodes de trois mois et neuf mois closes le 31 mai 2012 relativement à ces régimes. Au cours des périodes de trois mois et neuf mois closes le 31 mai 2012, Cogeco Câble inc. a facturé COGECO inc. un montant de 105 000 $ et de 285 000 $ (59 000 $ et de 156 000 $ en 2011) relativement aux unités d'actions incitatives de Cogeco Câble inc. offertes aux employés de COGECO inc.

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives de la Société, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées et étaient en circulation au 31 mai 2012 :

En circulation au 31 août 2011	**95 733**
Attribuées	**35 542**
Distribuées	**(17 702)**
Annulées	**(1 102)**
En circulation au 31 mai 2012	**112 471**

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives de Cogeco Câble inc., les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées et étaient en circulation au 31 mai 2012 :

En circulation au 31 août 2011	**105 064**
Attribuées	**60 479**
Annulées	**(13 741)**
En circulation au 31 mai 2012	**151 802**

La Société et sa filiale, Cogeco Câble inc., offrent aux membres des conseils d'administration des régimes d'unités d'actions différées qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société. Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2012, la Société et sa filiale ont émise respectivement 6 435 et 4 446 unités d'actions différées (6 302 et 4 521 en 2011) aux participants en rapport avec les régimes d'unités d'actions différées. Une charge de rémunération de 108 000 $ et de 256 000 $ (207 000 $ et 707 000 $ en 2011) a été comptabilisée pour les périodes de trois mois et neuf mois closes le 31 mai 2012 relativement à ces régimes.

En vertu du régime d'unités d'actions différées de la Société, les unités d'actions différées suivantes ont été émises et étaient en circulation au 31 mai 2012:

En circulation au 31 août 2011	**22 415**
Émises	**6 435**
Équivalents de dividendes	**296**
En circulation au 31 mai 2012	**29 146**

En vertu du régime d'unités d'actions différées de Cogeco Câble inc., les unités d'actions différées suivantes ont été émises et étaient en circulation au 31 mai 2012:

En circulation au 31 août 2011	**15 608**
Émises	**4 446**
Équivalents de dividendes	**296**
En circulation au 31 mai 2012	**20 350**

13. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Couvertures de flux de trésorerie	Écart de change	Régimes de retraite à prestations déterminées	Total
	$	$	$	$
Solde au 1er septembre 2010	941	5 567	–	6 508
Autres éléments du bénéfice (de la perte) global(e)	(10)	1 243	(550)	683
Solde au 31 mai 2011	931	6 810	(550)	7 191
Autres éléments de la perte globale	(283)	(168)	(3 732)	(4 183)
Solde au 31 août 2011	**648**	**6 642**	**(4 282)**	**3 008**
Autres éléments du bénéfice (de la perte) global(e)	**198**	**(6 611)**	**(4 297)**	**(10 710)**
Solde au 31 mai 2012	**846**	**31**	**(8 579)**	**(7 702)**

14. TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

a) Variations des activités opérationnelles sans effet de trésorerie

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2012	2011	**2012**	2011
	$	$	**$**	$
Créances clients et autres débiteurs	**(2 150)**	873	**(4 770)**	(15 445)
Charges payées d'avance et autres	**(1 705)**	(1 308)	**(2 212)**	(1 801)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**(20 850)**	15 555	**(87 952)**	(39 864)
Provisions	**3 907**	222	**12 404**	(1 439)
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs	**291**	2 064	**(2 758)**	2 501
	(20 507)	17 406	**(85 288)**	(56 048)

b) Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31 mai 2012	31 août 2011
	$	$
Trésorerie	**23 181**	50 995
Équivalents de trésorerie[(1)]	**129 916**	4 221
	153 097	55 216

(1) Au 31 mai 2012, acceptations bancaires pour un total de 130 000 000 $, portant intérêts de 1,08% à 1,10%, venant à échéance entre le 11 juin 2012 et le 3 juillet 2012. Au 31 août 2011, dépôt à terme de 3 millions €, portant intérêt à 0,65%, venant à échéance le 19 septembre 2011.

15. AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société et ses filiales canadiennes offrent à leurs employés des régimes de retraite contributifs à prestations déterminées, des régimes de retraite à cotisations déterminées ou des régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société. La charge totale liée à ces régimes s'exprime comme suit :

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2012	2011	**2012**	2011
	$	$	**$**	$
Régimes de retraite contributifs à prestations déterminées	**974**	772	**4 013**	2 220
Régimes de retraite à cotisations déterminées et régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs	**2 238**	1 363	**4 912**	3 984
	3 212	2 135	**8 925**	6 204

16. INSTRUMENTS FINANCIERS

a) Gestion du risque financier

La direction a pour objectif de protéger COGECO inc. et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière que la Société pourrait subir si un client ou une contrepartie à un actif financier ne s'acquittait pas de ses obligations contractuelles. La Société est exposée au risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux créances clients, dont l'exposition maximale est représentée par leurs valeurs comptables présentées dans l'état de la situation financière.

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés découle de la possibilité que les contreparties aux conventions d'échange de devises croisées manquent à leurs obligations lorsque la juste valeur de ces conventions est favorable à la Société. La Société atténue ce risque en concluant des opérations avec des institutions financières dont la cote de crédit est égale ou supérieure à sa propre cote de crédit. La Société évalue la solvabilité des contreparties afin de réduire le risque de défaillance des contreparties dans le cadre de ces conventions. Au 31 mai 2012, la direction était d'avis que le risque de crédit lié à ses instruments financiers dérivés était minimal, étant donné que la cote de crédit la plus faible des contreparties à ces conventions était « A ».

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent principalement des placements à court terme très liquides comme des acceptations bancaires. La Société a déposé la trésorerie et les équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières de bonne réputation et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

La Société est également exposée au risque de crédit relativement à ses créances clients. Pour réduire ce risque, la Société assure un suivi constant de la situation financière de ses clients et examine le dossier de crédit et la solvabilité de chaque nouveau client important. Au 31 mai 2012 et au 31 août 2011, aucun client n'avait de solde représentant une part importante des créances clients consolidées de la Société. La Société établit une provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit propre à chacun de ses clients en examinant des facteurs tels que le nombre de jours de retard sur le solde dû par le client, de même que l'historique de recouvrement du client. La Société est d'avis que sa provision pour créances douteuses suffit à couvrir le risque de crédit connexe auquel elle est exposée. La Société dispose de politiques en matière de crédit et a mis en place divers contrôles du crédit, notamment des vérifications de crédit, des avances et une facturation anticipée, et elle a établi des procédures afin de suspendre les services lorsque les clients ont atteint leur limite de crédit ou n'ont pas respecté les modalités de paiement établies. Puisque la clientèle de la Société est nombreuse et diversifiée et qu'elle est répartie dans ses territoires au Canada, la concentration du risque de crédit n'est pas considérable. Le tableau suivant détaille les soldes des débiteurs de la Société :

	31 mai 2012	31 août 2011
	$	$
Créances clients	**97 895**	98 950
Provision pour créances douteuses	**(5 631)**	(8 725)
	92 264	90 225
Autres débiteurs	**11 740**	10 072
	104 004	100 297

Le tableau suivant détaille les créances clients, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Les créances clients en souffrance sont définies comme les montants impayés au-delà des modalités habituelles de crédit pour les clients concernés. Une portion importante des clients de la Société est facturée par anticipation et doit payer avant que le service ne soit rendu. La Société considère les montants impayés à la date due comme créances clients échues.

	31 mai 2012	31 août 2011
	$	$
Créances clients nettes non échues	**62 839**	57 790
Créances clients nettes échues	**29 425**	32 435
	92 264	90 225

Risque de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme le risque que la Société soit incapable de respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité grâce à la gestion de sa structure du capital et à l'accès à différents marchés financiers. Elle gère également le risque de liquidité en assurant un suivi constant des flux de trésorerie réels et prévus afin de s'assurer qu'elle possède assez de liquidités pour satisfaire à ses obligations à leur échéance. Au 31 mai 2012, le montant disponible en vertu des crédits à terme renouvelable de la Société s'établissait à 774,1 millions $. La direction est d'avis que les crédits à terme renouvelable engagés, jusqu'à leurs échéances en février et novembre 2016, fourniront des liquidités suffisantes pour gérer les échéances de sa dette à long terme et permettra de combler les besoins en fonds de roulement.

Le tableau suivant résume les échéances contractuelles des passifs financiers et les montants en capital connexes :

		Flux de trésorerie contractuels						
	Valeur comptable $	2012 $	2013 $	2014 $	2015 $	2016 $	Par la suite $	Total $
Endettement bancaire	**6 641**	**6 641**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**6 641**
Dettes fournisseurs et autres créditeurs[1]	**136 571**	**136 571**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**136 571**
Provisions	**27 962**	**27 962**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**27 962**
Dette à long terme[2]	**1 152 445**	**–**	**–**	**300 000**	**–**	**269 251**	**590 000**	**1 159 251**
Solde à payer relatif aux acquisitions d'entreprises	**13 400**	**–**	**13 400**	**–**	**–**	**–**	**–**	**13 400**
Autres passifs	**4 564**	**870**	**706**	**1 263**	**1 253**	**1 253**	**1 775**	**7 120**
Instruments financiers dérivés	**2 962**	**–**	**–**	**–**	**–**	**5 624**	**–**	**5 624**
Contrats de location-financement[3]	**1 336**	**404**	**891**	**35**	**29**	**29**	**12**	**1 400**
	1 345 881	**172 448**	**14 997**	**301 298**	**1 282**	**276 157**	**591 787**	**1 357 969**

(1) Excluant les intérêts courus.
(2) Montant en capital excluant les contrats de location-financement.
(3) Incluant les intérêts.

Le tableau suivant résume les intérêts payables sur la dette à long terme (excluant les intérêts sur les contrats de location-financement) qui sont dus au cours des cinq prochains exercices financiers et par la suite, en fonction du capital et des taux d'intérêt en vigueur des dettes existantes en date du 31 mai 2012 et de leurs échéances respectives :

	2012	2013	2014	2015	2016	Par la suite	Total
	$	$	$	$	$	$	$
Paiements d'intérêts sur la dette à long terme	**14 352**	**66 138**	**66 138**	**48 288**	**40 247**	**135 360**	**370 523**
Paiements d'intérêts sur les instruments financiers dérivés	**–**	**14 614**	**14 614**	**14 614**	**7 307**	**–**	**51 149**
Encaissements d'intérêts sur les instruments financiers dérivés	**–**	**(13 738)**	**(13 738)**	**(13 738)**	**(6 869)**	**–**	**(48 083)**
	14 352	**67 014**	**67 014**	**49 164**	**40 685**	**135 360**	**373 589**

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à des instruments à taux fixe et à des instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur l'évaluation, le recouvrement et le remboursement de ces instruments. Au 31 mai 2012, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, exception faite du crédit à terme renouvelable. La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une variation de 1 % du taux d'intérêt applicable au crédit à terme renouvelable est d'approximativement 0,7 million $ en fonction de la dette existante au 31 mai 2012.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change relativement à sa dette à long terme libellée en dollars américains. Afin de réduire ce risque, la Société a établi des lignes directrices selon lesquelles des conventions d'échange de devises peuvent être utilisées pour établir les taux de change applicables à sa dette à long terme libellée en dollars américains. Toutes ces conventions sont utilisées exclusivement à des fins de couverture. Par conséquent, le 2 octobre 2008, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a conclu des conventions d'échange de devises croisées en vue de fixer les paiements d'intérêt et de capital sur les billets garantis de premier rang, série A, de 190 millions $ US émis le 1er octobre 2008. Ces conventions ont eu pour effet de convertir le taux nominal annuel américain de 7,00 % en taux d'intérêt annuel moyen de 7,24 % en dollars canadiens. Le taux de change applicable au capital de la dette a été fixé à 1,0625 $. La Société a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture des flux de trésorerie pour ces instruments financiers dérivés.

La Société est aussi exposée au risque de change en raison de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, de l'endettement bancaire et des dettes fournisseurs et autres créditeurs libellés en dollars américains ou en euros. La Société est exposée au risque de change comme suit :

	31 mai 2012		31 août 2011	
	US	**Euro**	US	Euro
	$	**$**	$	$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**2 471**	**1 944**	8 649	497
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**(10 153)**	**(7 896)**	(30 309)	–
	(7 682)	**(5 952)**	(21 660)	497

Compte tenu de la nature à court terme de ces éléments, le risque lié aux fluctuations des taux de change est généralement négligeable. L'incidence d'une variation de 10 % des taux de change du dollar américain et de l'euro ferait varier les charges financières d'approximativement 1,4 million $.

b) Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant auquel des parties consentantes accepteraient d'échanger un instrument financier, déterminé en fonction du marché actuel pour des instruments présentant les mêmes risques, le même capital et la même durée restante. Les estimations de la juste valeur sont faites à un moment précis, en actualisant les flux de trésorerie prévus aux taux de dettes ayant les mêmes échéances et conditions. De par leur nature, elles sont subjectives et comportent des incertitudes et des éléments pour lesquels le jugement joue un rôle important et, par conséquent, elles ne peuvent être établies avec précision. En outre, l'impôt sur le résultat et les autres charges qui seraient engagés à la cession de ces instruments financiers ne sont pas pris en compte dans la juste valeur. Par conséquent, la juste valeur ne correspond pas nécessairement au montant net qui serait réalisé si ces instruments étaient réglés. La Société a déterminé la juste valeur de ses instruments financiers comme suit :

a) La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des dettes fournisseurs et autres créditeurs, des provisions, du billet promissoire à payer et des soldes à payer relatif aux acquisitions d'entreprises se rapproche de la juste valeur à cause de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.

b) Les taux d'intérêt rattachés aux crédits à terme renouvelable de la Société sont basés sur le taux des acceptations bancaires, le LIBOR, l'EURIBOR, le taux préférentiel ou le taux de base sur les prêts en dollars américains, plus la marge applicable. Conséquemment, la valeur comptable du crédit à terme renouvelable représente une estimation raisonnable de la juste valeur étant donné que les crédits à terme renouvelable comportent des conditions similaires à celles qui sont actuellement disponibles pour la Société.

c) La juste valeur des débentures garanties de premier rang séries 1, 2 et 3, des billets garantis de premier rang séries A et B, de la débenture non garantie de premier rang et des billets non garantis est basée sur la valeur de marché actuelle d'instruments financiers semblables.

d) La juste valeur des contrats de location-financement n'est pas significativement différente de leur valeur comptable.

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

	31 mai 2012		31 août 2011	
	Valeur comptable	**Juste valeur**	Valeur comptable	Juste valeur
	$	**$**	$	$
Dette à long terme	**1 153 781**	**1 257 489**	1 018 782	1 096 987

Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière doivent être classés à l'intérieur de trois niveaux de hiérarchie de juste valeur, qui sont :

- Niveau 1 : prix cotés (non rajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix); et
- Niveau 3 : données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La Société considère que ses instruments financiers dérivés sont classés au niveau 2 selon la hiérarchie de juste valeur. La juste valeur des instruments financiers dérivés est estimée en utilisant des modèles d'évaluation qui reflètent les flux de trésorerie futurs sur la durée contractuelle des instruments financiers dérivés et des données de marché observables, comme des courbes de taux d'intérêt ou de taux de conversion de devises.

c) Gestion du capital

En matière de gestion du capital, la Société a pour objectif de s'assurer qu'elle dispose de liquidités suffisantes pour combler les besoins de capitaux de ses diverses entreprises, y compris pour saisir les occasions de croissance. La Société gère la structure de son capital et fait des ajustements en fonction de la conjoncture économique générale, des risques inhérents aux actifs sous-jacents et de ses besoins en fonds de roulement. La gestion de la structure du capital comprend l'émission de nouveaux titres d'emprunts, le remboursement des emprunts existants au moyen des flux de trésorerie provenant des opérations et le niveau des distributions aux actionnaires.

La structure du capital de la Société comprend les capitaux propres, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'endettement bancaire, la dette à long terme, le billet promissoire à payer, les soldes à payer relatifs aux acquisitions d'entreprises et les actifs ou passifs liés aux instruments financiers dérivés.

Les dispositions relatives aux crédits à terme renouvelable prévoient des limites quant aux opérations et aux activités de la Société. De façon générale, les plus importantes restrictions visent les investissements autorisés, le versement de dividendes sur les actions à droits de vote multiples et sur les actions subalternes à droit de vote, ainsi que le maintien de certains ratios financiers principalement en ce qui a trait au bénéfice opérationnel avant amortissements, aux charges financières et au total de l'endettement. Au 31 mai 2012, au 31 août 2011, au 31 mai 2011 et au 1er septembre 2010, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives et n'était assujettie à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société :

	31 mai 2012	31 août 2011
Endettement net de premier rang[1] / bénéfice opérationnel avant amortissements[2]	**1,5**	1,6
Endettement net[3] / bénéfice opérationnel avant amortissements[2]	**1,7**	1,8
Bénéfice opérationnel avant amortissements[2] / charges financières[2]	**8,8**	7,6

(1) L'endettement net de premier rang est défini comme le total de l'endettement bancaire, des paiements en capital sur la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des paiements en capital sur les débentures non garanties de premier rang et sur les billets non garantis.

(2) Calcul fondé sur le bénéfice opérationnel avant amortissements des activités poursuivies et sur les charges financières pour les périodes de douze mois closes le 31 mai 2012 et le 31 août 2011.

(3) L'endettement net se définit comme le total de l'endettement bancaire, du billet promissoire à payer, des paiements en capital sur la dette à long terme, des soldes relatifs aux acquisitions d'entreprises et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés.

17. CESSION D'UNE FILIALE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 29 février 2012, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a mené à terme la vente de sa filiale portugaise, Cabovisão-Televisão por Cabo, S.A. (« Cabovisão ») pour une contrepartie en trésorerie de 45 millions € (59,3 millions $). Le prix de vente a été réduit par des frais de vente d'environ 8,5 millions € (11,2 millions $) et des réclamations éventuelles prises en charge pour un montant pouvant aller jusqu'à 5 millions € (6,6 millions $). La valeur comptable du passif net cédé le 29 février 2012 se chiffrait à 6,7 millions $, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un profit de 48,2 millions $ dans les comptes consolidés intermédiaires de résultat. De plus, les lettres de crédit qui avaient été émises pour garantir le paiement par Cabovisão de retenues d'impôts et de droits de timbre ont aussi été annulées.

La valeur comptable des actifs et des passifs cédés se détaillait comme suit :

	$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**13 041**
Créances clients et autres débiteurs	**7 693**
Impôt sur le résultat à recevoir	**277**
Charges payées d'avance et autres	**2 777**
Immobilisations corporelles	**38 931**
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**(42 514)**
Provisions	**(6 665)**
Produits différés et perçus d'avance	**(411)**
Ajustement au titre de l'écart de change	**(19 817)**
	(6 688)

À la suite de la vente et conformément à IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées, l*a Société a reclassé, jusqu'à la date de cession, les résultats et les flux de trésorerie de l'exercice courant et précédent de l'exploitation européenne de Cogeco Câble inc. comme activités abandonnées. Les actifs et les passifs des activités abandonnées n'ont pas été reclassés aux états de la situation financière au 31 août 2011 et au 1er septembre 2010.

Les résultats des activités abandonnées s'établissent comme suit :

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2012	2011	**2012**	2011
	$	$	**$**	$
Produits	–	43 647	**80 546**	128 971
Charges d'exploitation	**–**	37 637	**70 247**	114 544
Amortissements	**–**	13 640	**2 814**	40 068
Bénéfice (perte) opérationnel(le)	**–**	(7 630)	**7 485**	(25 641)
Produits financiers	**–**	7	**155**	85
Perte de valeur du goodwill	**–**	29 344	**–**	29 344
Perte de valeur des immobilisations corporelles	**–**	196 529	**–**	196 529
Profit sur cession	**–**	–	**48 215**	–
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	**–**	(233 496)	**55 855**	(251 429)
Impôt sur le résultat	**–**	77	**409**	(474)
Bénéfice (perte) de la période	**–**	(233 573)	**55 446**	(250 955)

Les flux de trésorerie des activités abandonnées s'établissent comme suit :

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2012	2011	**2012**	2011
	$	$	**$**	$
Variation nette des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	**–**	6 292	**13 637**	15 849
Variation nette des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	**–**	(7 934)	**36 826**	(26 073)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaie étrangère	**–**	573	**(866)**	438
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**–**	(1 069)	**49 597**	(9 786)

18. ÉVENEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Taux d'imposition sur le revenu des sociétés

Le 27 mars 2012, le gouvernement de l'Ontario a annoncé dans son budget de 2012 un gel du taux d'imposition sur le revenu des sociétés à 11,5 % jusqu'à ce que le budget de la province soit équilibré. Les réductions de l'impôt sur le revenu des sociétés annoncées précédemment à un taux de 11 %, à compter du 1er juillet 2012, et de 10 %, à compter du 1er juillet 2013, reprendront à une date ultérieure. La direction estimait que ce taux d'imposition sur le revenu des sociétés n'était pas quasi adopté, en raison, notamment, du fait qu'un gouvernement minoritaire est en place. Le 20 juin 2012, le gel du taux d'imposition sur le revenu des sociétés a reçu la sanction royale. Selon les différences temporelles existantes au 31 mai 2012, le taux révisé d'imposition sur le revenu des sociétés donnera lieu à une augmentation d'environ 10 millions $ de la charge d'impôt différé au quatrième trimestre de 2012.

19. TRANSITION AUX IFRS

Comme le mentionne la note 1, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société sont préparés selon les IFRS.

Les principales méthodes comptables présentées en note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 30 novembre 2011 de la Société ont été appliquées dans la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2012, des informations comparatives présentées pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2011, ainsi que des états financiers d'ouverture selon les IFRS au 1er septembre 2010 (la date de transition de la Société).

IFRS 1 – Exemptions facultatives et exceptions obligatoires

IFRS 1 permet certaines exemptions à l'application rétrospective des IFRS à la date de transition. La Société a choisi de se prévaloir des exemptions facultatives suivantes lors de la préparation de son état de la situation financière d'ouverture selon les IFRS :

a) Regroupements d'entreprises
Un nouvel adoptant peut décider de ne pas appliquer IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, rétrospectivement aux acquisitions d'entreprises réalisées avant la date de transition. Une application rétrospective exigerait le retraitement de tous les regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition. La Société a choisi de ne pas appliquer rétrospectivement IFRS 3 aux regroupements d'entreprises réalisés avant sa date de transition. Ces regroupements d'entreprises n'ont donc pas été retraités. La valeur comptable de tout actif ou passif découlant de regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition, qui avait été déterminée précédemment selon les PCGR du Canada antérieurs, n'a fait l'objet d'aucun ajustement en raison de cette exemption.

b) Avantages du personnel
La Société a décidé de comptabiliser le cumul des écarts actuariels existant à la date de transition dans le solde d'ouverture des bénéfices non distribués pour la totalité des régimes à prestations déterminées à l'intention de ses employés. La Société a également choisi de fournir prospectivement les informations exigées quant aux montants comptabilisés relativement aux régimes à prestations déterminées aux termes d'IAS 19, *Avantages du personnel,* les montants étant déterminés pour chaque période à compter de la date de transition plutôt que pour l'exercice considéré et les quatre exercices précédents.

c) Paiements fondés sur des actions
La Société a décidé d'appliquer les exigences d'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, seulement aux instruments de capitaux propres attribués après le 7 novembre 2002 et dont les droits ont été acquis après la date de transition aux IFRS.

d) Coûts d'emprunt
La Société a décidé d'appliquer les exigences d'IAS 23, *Coûts d'emprunt*, seulement aux coûts d'emprunt relatifs aux actifs pour lesquels la date de commencement pour l'inscription à l'actif est égale ou postérieure à la date de transition. Les coûts d'emprunt engagés avant la date de transition ont été passés en charges.

e) Actifs financiers et passifs financiers
À la date de transition, la Société a décidé de reclasser la trésorerie et les équivalents de trésorerie des actifs et passifs détenus à des fins de transaction aux prêts et créances.

La Société a appliqué les exceptions obligatoires suivantes lors de la préparation de ses états financiers d'ouverture selon les IFRS :

a) Comptabilité de couverture
La comptabilité de couverture ne peut être appliquée prospectivement à compter de la date de transition qu'aux transactions qui satisfont aux critères de comptabilité de couverture d'IAS 39 à cette date. Les relations de couverture ne peuvent être désignées rétrospectivement et la documentation à l'appui ne peut être créée rétrospectivement. Par conséquent, seules les relations de couverture qui satisfaisaient aux critères de comptabilité de couverture à la date de transition sont présentées comme des couvertures dans les résultats de la Société selon les IFRS.

b) Estimations
Les connaissances acquises à posteriori ne sont pas utilisées pour élaborer ou modifier des estimations. Les estimations faites précédemment par la Société aux termes des PCGR du Canada n'ont pas été modifiées pour tenir compte de l'application des IFRS, sauf lorsqu'il a été nécessaire de le faire pour tenir compte de toute différence de méthode comptable.

La Société a ajusté les montants présentés précédemment dans les états financiers préparés conformément aux PCGR du Canada antérieurs. Une explication de l'incidence de la transition des PCGR du Canada antérieurs aux IFRS sur la situation financière et la performance financière de la Société est présentée dans les tableaux suivants et dans les notes qui les accompagnent.

Rapprochement de l'état de la situation financière au 1er septembre 2010 :

	Notes	PCGR du Canada $	Ajustements découlant des IFRS $	Reclassements selon les IFRS $	IFRS $
Actif					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie		35 842	–	–	35 842
Créances clients et autres débiteurs		74 560	–	–	74 560
Impôt sur le résultat à recevoir		45 400	–	–	45 400
Charges payées d'avance et autres		14 189	–	–	14 189
Actifs d'impôt différé		6 133	–	(6 133)	–
		176 124	–	(6 133)	169 991
Actifs non courants					
Placements		739	–	(739)	–
Immobilisations corporelles	3	1 328 866	(5 705)	–	1 323 161
Charges reportées		27 960	–	(27 960)	–
Autres actifs		–	–	7 886	7 886
Immobilisations incorporelles	1,4	1 042 998	(16 867)	20 813	1 046 944
Goodwill		144 695	–	–	144 695
Instruments financiers dérivés		5 085	–	–	5 085
Actifs d'impôt différé	5	18 189	3 670	6 133	27 992
		2 744 656	(18 902)	–	2 725 754
Passif et capitaux propres					
Passif					
Passifs courants					
Endettement bancaire		2 328	–	–	2 328
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		248 775	–	(12 945)	235 830
Provisions		–	–	12 945	12 945
Passifs d'impôt sur le résultat		558	–	–	558
Produits différés et perçus d'avance		45 602	–	–	45 602
Instrument financier dérivé		1 189	–	–	1 189
Tranche à court terme de la dette à long terme		2 329	–	–	2 329
Passifs d'impôt différé		78 267	–	(78 267)	–
		379 048	–	(78 267)	300 781
Passifs non courants					
Dette à long terme		952 741	–	–	952 741
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs		12 234	–	–	12 234
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel futurs	5	10 568	13 767	–	24 335
Passifs d'impôt différé	1,3,4,7	238 699	(2 167)	78 267	314 799
		1 593 290	11 600	–	1 604 890
Capitaux propres					
Capitaux propres attribuables aux propriétaires					
Capital social		119 527	–	–	119 527
Surplus d'apport	2	3 005	447	–	3 452
Cumul des autres éléments du bénéfice global		5 934	574	–	6 508
Bénéfices non distribués	1,2,3,4,5,7	253 169	(12 670)	–	240 499
		381 635	(11 649)	–	369 986
Participation sans contrôle	1,2,3,4,5,7	769 731	(18 853)	–	750 878
		1 151 366	(30 502)	–	1 120 864
		2 744 656	(18 902)	–	2 725 754

Rapprochement de l'état de la situation financière au 31 mai 2011 :

	Notes	PCGR du Canada $	Ajustements découlant des IFRS $	Reclassements selon les IFRS $	IFRS $
Actif					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie		90 734	–	–	90 734
Créances clients et autres débiteurs		103 011	–	–	103 011
Impôt sur le résultat à recevoir		38 805	–	–	38 805
Charges payées d'avance et autres		16 106	–	–	16 106
Actifs d'impôt différé		5 541	–	(5 541)	–
Actifs détenus en vue de la vente		1 639	–	–	1 639
		255 836	–	(5 541)	250 295
Actifs non courants					
Placements		539	–	(539)	–
Immobilisations corporelles	3,6	1 168 001	(2 433)	–	1 165 568
Charges reportées		27 051	–	(27 051)	–
Autres actifs		–	–	6 281	6 281
Immobilisations incorporelles	1,4	1 087 610	(16 867)	21 309	1 092 052
Goodwill	1,7	143 470	(14 000)	–	129 470
Actifs d'impôt différé	5	15 369	3 726	5 541	24 636
Actifs détenus en vue de la vente		9 911	–	–	9 911
		2 707 787	(29 574)	–	2 678 213
Passif et capitaux propres					
Passif					
Passifs courants					
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		204 805	–	(11 506)	193 299
Provisions		–	–	11 506	11 506
Passifs d'impôt sur le résultat		68 776	–	–	68 776
Produits différés et perçus d'avance		47 577	–	–	47 577
Instrument financier dérivé		132	–	–	132
Billet promissoire à payer		5 000	–	–	5 000
Tranche à court terme de la dette à long terme		2 349	–	–	2 349
Passifs d'impôt différé		60 356	–	(60 356)	–
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente		2 153	–	–	2 153
		391 148	–	(60 356)	330 792
Passifs non courants					
Dette à long terme		1 002 462	–	–	1 002 462
Instruments financiers dérivés		15 339	–	–	15 339
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs		20 242	–	–	20 242
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel futurs	5	12 866	13 971	–	26 837
Passifs d'impôt différé	1,3,4,6,7	237 882	(4 948)	60 356	293 290
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente		971	–	–	971
		1 680 910	9 023	–	1 689 933
Capitaux propres					
Capitaux propres attribuables aux propriétaires					
Capital social		119 318	–	–	119 318
Surplus d'apport	2	3 110	419	–	3 529
Cumul des autres éléments du bénéfice global		7 167	24	–	7 191
Bénéfices non distribués	1,2,3,4,5,6,7	217 150	(21 836)	–	195 314
		346 745	(21 393)	–	325 352
Participation sans contrôle	1,2,3,4,5,6,7	680 132	(17 204)	–	662 928
		1 026 877	(38 597)	–	988 280
		2 707 787	(29 574)	–	2 678 213

Rapprochement de l'état de la situation financière au 31 août 2011:

	Notes	PCGR du Canada $	Ajustements découlant des IFRS $	Reclassements selon les IFRS $	IFRS $
Actif					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie		55 216	–	–	55 216
Créances clients et autres débiteurs		100 297	–	–	100 297
Impôt sur le résultat à recevoir		38 480	–	–	38 480
Charges payées d'avance et autres		14 020	–	–	14 020
Actifs d'impôt différé		5 350	–	(5 350)	–
Actifs détenus en vue de la vente		1 365	–	–	1 365
		214 728	–	(5 350)	209 378
Actifs non courants					
Placements		539	–	(539)	–
Immobilisations corporelles	3,6	1 272 610	(359)	–	1 272 251
Charges reportées		26 847	–	(26 847)	–
Autres actifs		–	–	6 422	6 422
Immobilisations incorporelles	1,4	1 121 422	(16 867)	20 964	1 125 519
Goodwill	1,7	239 664	(13 862)	–	225 802
Actifs d'impôt différé	5	15 558	5 482	5 350	26 390
Actifs détenus en vue de la vente		5 886	–	–	5 886
		2 897 254	(25 606)	–	2 871 648
Passif et capitaux propres					
Passif					
Passifs courants					
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		285 804	–	(15 558)	270 246
Provisions		–	–	15 558	15 558
Passifs d'impôt sur le résultat		59 935	–	–	59 935
Produits différés et perçus d'avance		43 520	–	–	43 520
Billet promissoire à payer		5 000	–	–	5 000
Tranche à court terme de la dette à long terme		2 119	–	–	2 119
Passifs d'impôt différé		85 201	–	(85 201)	–
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente		1 747	–	–	1 747
		483 326	–	(85 201)	398 125
Passifs non courants					
Dette à long terme		1 016 663	–	–	1 016 663
Solde à payer relatif à une acquisition d'entreprise		11 400	–	–	11 400
Instruments financiers dérivés		14 408	–	–	14 408
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs		19 390	–	–	19 390
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel futurs	5	13 215	20 503	–	33 718
Passifs d'impôt différé	1,3,4,6,7	252 958	(4 413)	85 201	333 746
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente		518	–	–	518
		1 811 878	16 090	–	1 827 968
Capitaux propres					
Capitaux propres attribuables aux propriétaires					
Capital social		119 318	–	–	119 318
Surplus d'apport	2	3 488	424	–	3 912
Cumul des autres éléments du bénéfice global	5	6 716	(3 708)	–	3 008
Bénéfices non distribués	1,2,3,4,5,6,7	235 879	(19 592)	–	216 287
		365 401	(22 876)	–	342 525
Participation sans contrôle	1,2,3,4,5,6,7	719 975	(18 820)	–	701 155
		1 085 376	(41 696)	–	1 043 680
		2 897 254	(25 606)	–	2 871 648

Rapprochement du résultat net pour les trois mois clos le 31 mai 2011 :

	Notes	PCGR du Canada $	Ajustements découlant des IFRS $	IFRS $
Produits		331 310	(1 052)	330 258
Charges d'exploitation	2,5	189 513	(1 280)	188 233
Amortissements	3	52 632	(849)	51 783
Bénéfice opérationnel		89 165	1 077	90 242
Charges financières	6	16 773	(154)	16 619
Bénéfice avant impôt sur le résultat		72 392	1 231	73 623
Impôt sur le résultat	5,6	18 930	322	19 252
Bénéfice de la période des activités poursuivies		53 462	909	54 371
Perte de la période des activités abandonnées		(233 573)	–	(233 573)
Perte sur dilution résultant de l'émission d'actions par une filiale		1	(1)	–
Part des actionnaires sans contrôle		(123 440)	123 440	–
Perte de la période		(56 672)	(122 530)	(179 202)
Perte attribuable aux:				
Propriétaires de la Société		(56 672)	369	(56 303)
Participants sans contrôle		–	(122 899)	(122 899)
		(56 672)	(122 530)	(179 202)
Bénéfice (perte) par action				
De base				
Bénéfice de la période des activités poursuivies		1,10	0,02	1,13
Perte de la période des activités abandonnées		(4,49)	–	(4,49)
Perte de la période		(3,39)	0,02	(3,36)
Dilué(e)				
Bénéfice de la période des activités poursuivies		1,10	0,02	1,13
Perte de la période des activités abandonnées		(4,49)	–	(4,49)
Perte de la période		(3,39)	0,02	(3,36)

Rapprochement du bénéfice global pour les trois mois clos le 31 mai 2011 :

	PCGR du Canada $	Ajustements découlant des IFRS $	Reclassements selon les IFRS $	IFRS $
Perte de la période	(56 672)	(122 530)	–	(179 202)
Autres éléments du bénéfice global				
Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie				
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	155	328	183	666
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture reclassés à titre de charges financières	148	312	72	532
Charge d'impôt sur le résultat liée aux ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie	–	–	(255)	(255)
	303	640	–	943
Ajustements au titre de l'écart de change				
Écarts de change nets à la conversion d'un investissement net dans des établissements à l'étranger	2 882	6 070	–	8 952
Variation nette des profits latents à la conversion des dettes à long terme désignées comme couvertures d'un investissement net dans des établissements à l'étranger	(1 201)	(2 530)	–	(3 731)
	1 681	3 540	–	5 221
Ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées				
Variation nette des ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées	–	(4 951)	–	(4 951)
Économie d'impôt sur le résultat liée aux ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées	–	1 333	–	1 333
	–	(3 618)	–	(3 618)
Autres éléments du bénéfice global de la période	1 984	562	–	2 546
Perte globale de la période	(54 688)	(121 968)	–	(176 656)
Perte globale attribuable aux:				
Propriétaires de la Société	(54 688)	(2 393)	–	(57 081)
Participants sans contrôle	–	(119 575)	–	(119 575)
	(54 688)	(121 968)	–	(176 656)

Rapprochement du résultat net pour les neuf mois clos le 31 mai 2011 :

	Notes	PCGR du Canada $	Ajustements découlant des IFRS $	IFRS $
Produits		939 396	(3 155)	936 241
Charges d'exploitation	2,5	533 033	(3 953)	529 080
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	1	–	13 222	13 222
Amortissements	3	154 770	(2 998)	151 772
Bénéfice opérationnel		251 593	(9 426)	242 167
Charges financières	6	58 257	(274)	57 983
Bénéfice avant impôt sur le résultat		193 336	(9 152)	184 184
Impôt sur le résultat	5,6	52 002	(1 812)	50 190
Bénéfice de la période des activités poursuivies		141 334	(7 340)	133 994
Perte de la période des activités abandonnées		(250 955)	–	(250 955)
Gains sur dilution résultant de l'émission d'actions par une filiale		(60)	60	–
Part des actionnaires sans contrôle		(79 509)	79 509	–
Perte de la période		(30 052)	(86 909)	(116 961)
Perte attribuable aux:				
Propriétaires de la Société		(30 052)	(9 226)	(39 278)
Participants sans contrôle		–	(77 683)	(77 683)
		(30 052)	(86 909)	(116 961)
Bénéfice (perte) par action				
De base				
Bénéfice de la période des activités poursuivies		3,03	(0,55)	2,48
Perte de la période des activités abandonnées		(4,83)	–	(4,83)
Perte de la période		(1,80)	(0,55)	(2,35)
Dilué(e)				
Bénéfice de la période des activités poursuivies		3,03	(0,55)	2,48
Perte de la période des activités abandonnées		(4,83)	–	(4,83)
Perte de la période		(1,80)	(0,55)	(2,35)

Rapprochement de la perte globale pour les neuf mois clos le 31 mai 2011 :

	PCGR du Canada $	Ajustements découlant des IFRS $	Reclassements selon les IFRS $	IFRS $
Perte de la période	(30 052)	(86 909)	–	(116 961)
Autres éléments du bénéfice global				
Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie				
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	(5 232)	(11 018)	(3 117)	(19 367)
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture reclassés à titre de charges financières	5 222	10 979	2 400	18 601
Économie d'impôt sur le résultat liée aux ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie	–	–	717	717
	(10)	(39)	–	(49)
Ajustements au titre de l'écart de change				
Écarts de change nets à la conversion d'un investissement net dans des établissements à l'étranger	2 314	4 885	–	7 199
Variation nette des profits latents à la conversion des dettes à long terme désignées comme couvertures d'un investissement net dans des établissements à l'étranger	(1 071)	(2 259)	–	(3 330)
	1 243	2 626	–	3 869
Ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées				
Variation nette des ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées	–	(915)	–	(915)
Économie d'impôt sur le résultat liée aux ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées	–	247	–	247
	–	(668)	–	(668)
Autres éléments du bénéfice global de la période	1 233	1 919	–	3 152
Perte globale de la période	(28 819)	(84 990)	–	(113 809)
Perte globale attribuable aux:				
Propriétaires de la Société	(28 819)	(9 776)	–	(38 595)
Participants sans contrôle	–	(75 214)	–	(75 214)
	(28 819)	(84 990)	–	(113 809)

Rapprochement du résultat net pour l'exercice clos le 31 août 2011 :

	Notes	PCGR du Canada $	Ajustements découlant des IFRS $	IFRS $
Produits		1 271 492	(4 206)	1 267 286
Charges d'exploitation	2,5	712 917	(5 226)	707 691
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	1	–	12 332	12 332
Amortissements	3	208 597	(4 805)	203 792
Bénéfice opérationnel		349 978	(6 507)	343 471
Charges financières	6	74 154	(541)	73 613
Bénéfice avant impôt sur le résultat		275 824	(5 966)	269 858
Impôt sur le résultat	1,5,6	72 455	(461)	71 994
Bénéfice de l'exercice des activités poursuivies		203 369	(5 505)	197 864
Perte de l'exercice des activités abandonnées		(244 736)	–	(244 736)
Gains sur dilution résultant de l'émission d'actions par une filiale		(60)	60	–
Part des actionnaires sans contrôle		(32 328)	32 328	–
Perte de l'exercice		(8 979)	(37 893)	(46 872)
Perte attribuable aux:				
Propriétaires de la Société		(8 979)	(6 982)	(15 961)
Participants sans contrôle		–	(30 911)	(30 911)
		(8 979)	(37 893)	(46 872)
Bénéfice (perte) par action				
De base				
Bénéfice de l'exercice des activités poursuivies		4,18	(0,42)	3,77
Perte de l'exercice des activités abandonnées		(4,72)	–	(4,72)
Perte de l'exercice		(0,54)	(0,42)	(0,95)
Dilué(e)				
Bénéfice de l'exercice des activités poursuivies		4,18	(0,42)	3,77
Perte de l'exercice des activités abandonnées		(4,72)	–	(4,72)
Perte de l'exercice		(0,54)	(0,42)	(0,95)

Rapprochement de la perte globale pour l'exercice clos le 31 août 2011 :

	PCGR du Canada $	Ajustements découlant des IFRS $	Reclassements selon les IFRS $	IFRS $
Perte de l'exercice	(8 979)	(37 893)	–	(46 872)
Autres éléments du bénéfice (de la perte) global(e)				
Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie				
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	(4 943)	(10 410)	(2 953)	(18 306)
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture reclassés à titre de charges financières	4 650	9 775	2 124	16 549
Économie d'impôt sur le résultat liée aux ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie	–	–	829	829
	(293)	(635)	–	(928)
Ajustements au titre de l'écart de change				
Écarts de change nets à la conversion d'un investissement net dans des établissements à l'étranger	2 330	4 918	–	7 248
Variation nette des profits latents à la conversion des dettes à long terme désignées comme couvertures d'un investissement net dans des établissements à l'étranger	(1 255)	(2 648)	–	(3 903)
	1 075	2 270	–	3 345
Ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées				
Variation nette des ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées	–	(7 684)	–	(7 684)
Économie d'impôt sur le résultat liée aux ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées	–	2 067	–	2 067
	–	(5 617)	–	(5 617)
Autres éléments du bénéfice (de la perte) global(e) de l'exercice	782	(3 982)	–	(3 200)
Perte globale de l'exercice	(8 197)	(41 875)	–	(50 072)
Perte globale attribuable aux:				
Propriétaires de la Société	(8 197)	(11 264)	–	(19 461)
Participants sans contrôle	–	(30 611)	–	(30 611)
	(8 197)	(41 875)	–	(50 072)

Rapprochement des tableaux des flux de trésorerie

Outre les ajustements décrits ci-dessus résultant des modifications de méthodes comptables à la suite de l'adoption des IFRS, les charges financières payées et l'impôt sur le résultat payé ont été transférés dans le corps des tableaux consolidés des flux de trésorerie. Aux termes des PCGR du Canada, ces éléments étaient présentés dans les renseignements supplémentaires. Aucun autre changement significatif n'a été apporté aux tableaux des flux de trésorerie à la suite de l'adoption des IFRS.

NOTES ANNEXES AUX RAPPROCHEMENTS

1. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Comme il est expliqué ci-dessus, la Société a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition.

Les exigences d'IFRS 3 ont été appliquées prospectivement aux regroupements d'entreprises réalisés après la date de transition. Conformément à l'application de ces exigences aux regroupements d'entreprises réalisés en 2011, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ont été passés en charges lorsqu'ils ont été engagés, aux termes des IFRS, tandis qu'ils étaient inscrits à l'actif aux termes des PCGR du Canada.

États consolidés de la situation financière

Augmentation (diminution)	31 août 2011 $	31 mai 2011 $	1er septembre 2010 $
Goodwill	(10 237)	(10 375)	–
Bénéfices non distribués	(8 752)	(10 375)	–
Participation sans contrôle	(1 485)	–	–

Comptes consolidés de résultat

Augmentation (diminution)	31 août 2011 $	31 mai 2011 $
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	12 332	13 222
Charge d'impôt différé	(2 095)	(2 847)
Profit ou perte de la période	(10 237)	(10 375)

En raison du choix, décrit ci-dessus, fait en vertu d'IFRS 1 relativement aux regroupements d'entreprises, la valeur comptable, déterminée à la date de l'acquisition conformément aux PCGR du Canada antérieurs, de tout actif ou passif découlant de regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition n'a fait l'objet d'aucun ajustement. Par conséquent, le montant des immobilisations incorporelles découlant de la comptabilisation de l'impôt différé à la suite de l'application du chapitre 3465 du Manuel de l'ICCA, *Impôts sur les bénéfices*, après la date des regroupements d'entreprises, a fait l'objet d'une reprise.

États consolidés de la situation financière

Augmentation (diminution)	31 août 2011 $	31 mai 2011 $	1er septembre 2010 $
Immobilisations incorporelles	(74 823)	(74 823)	(74 823)
Passifs d'impôt différé	(63 096)	(63 096)	(63 096)
Bénéfices non distribués	(3 922)	(3 922)	(3 922)
Participation sans contrôle	(7 805)	(7 805)	(7 805)

2. RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Les droits sur les options sur actions attribuées sont acquis en tranche sur une période spécifiée d'acquisition des droits. Aux termes des IFRS, lorsque la seule condition d'acquisition des droits est le service entre la date d'attribution et la date d'acquisition des droits de chaque tranche attribuée, chaque tranche doit être comptabilisée comme un accord de paiement fondé sur des actions séparé (méthode de l'acquisition graduelle des droits). Les PCGR du Canada permettaient un choix de méthode comptable relativement aux attributions dont l'acquisition des droits est graduelle. Ainsi, la Société avait traité l'accord comme une seule attribution et le paiement fondé sur des actions avait été amorti de façon linéaire sur la période d'acquisition des droits. Cette différence a donné lieu à une comptabilisation accélérée de la charge pour la Société.

États consolidés de la situation financière

Augmentation (diminution)	31 août 2011 $	31 mai 2011 $	1er septembre 2010 $
Surplus d'apport – rémunération fondée sur des actions	424	419	447
Bénéfices non distribués	(742)	(727)	(736)
Participation sans contrôle	318	308	289

Comptes consolidés de résultat

Augmentation (diminution)	31 août 2011 $	31 mai 2011 $
Charges d'exploitation	(72)	(87)
Profit ou perte de la période	72	87

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

IAS 16, *Immobilisations corporelles*, exige que chaque composante importante d'un actif soit amortie séparément sur sa durée d'utilité respective, ce qui a donné lieu à une approche plus détaillée pour la détermination des durées d'utilité de certaines composantes d'actifs aux termes des IFRS que les approches utilisées aux termes des PCGR du Canada antérieurs. L'incidence de l'application rétroactive d'IAS 16 se résume comme suit:

États consolidés de la situation financière

Augmentation (diminution)	31 août 2011 $	31 mai 2011 $	1er septembre 2010 $
Immobilisations corporelles	(900)	(2 707)	(5 705)
Passifs d'impôt différé	(229)	(696)	(1 470)
Bénéfices non distribués	(217)	(649)	(1 368)
Participation sans contrôle	(454)	(1 362)	(2 867)

Comptes consolidés de résultat

Augmentation (diminution)	31 août 2011 $	31 mai 2011 $
Amortissements	(4 805)	(2 998)
Charge d'impôt différé	1 241	774
Profit ou perte de la période	3 564	2 224

4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Aux termes des IFRS, les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois l'an. IAS 38, *Immobilisations incorporelles*, exige l'application rétrospective de ces exigences. Aux termes des PCGR du Canada, ces actifs ont été amortis jusqu'au 1er septembre 2001 et les dispositions transitoires n'exigeaient pas la reprise de l'amortissement comptabilisé précédemment. Par conséquent, à la date de transition, la Société a opéré une reprise de tout amortissement comptabilisé relativement aux immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée. L'incidence de ce changement se résume comme suit:

États consolidés de la situation financière

Augmentation (diminution)	31 août 2011 $	31 mai 2011 $	1er septembre 2010 $
Immobilisations incorporelles	57 956	57 956	57 956
Passifs d'impôt différé	8 844	8 844	8 844
Bénéfices non distribués	19 846	19 846	19 846
Participation sans contrôle	29 266	29 266	29 266

5. AVANTAGES DU PERSONNEL

IAS 19, *Avantages du personnel*, permet de faire un choix de méthode comptable relativement à la comptabilisation des écarts actuariels. La Société a choisi de comptabiliser tous les écarts actuariels immédiatement dans les autres éléments du bénéfice global. Selon les PCGR du Canada, ces écarts actuariels étaient comptabilisés selon la méthode du corridor. À la date de transition, tous les écarts actuariels qui n'avaient pas été comptabilisés précédemment, y compris l'obligation transitoire non amortie, ont été comptabilisés dans les bénéfices non distribués. En outre, les écarts actuariels non comptabilisés dépassant le corridor qui avaient été comptabilisés pour la période de neuf mois close le 31 mai 2011 selon les PCGR du Canada ont fait l'objet d'une reprise.

En outre, selon les IFRS, tous les coûts des services passés non comptabilisés pour lesquels les droits sont acquis ont été comptabilisés dans les bénéfices non distribués à la date de transition. Aux termes des PCGR du Canada, ces coûts des services passés étaient différés et amortis de façon linéaire sur la période de service restante des employés actifs à la date de modification du régime d'avantages du personnel. À la date de transition, les droits avaient été acquis relativement à tous les coûts des services passés qui n'avaient pas été comptabilisés précédemment. Par conséquent, nous avons comptabilisé ces coûts dans les bénéfices non distribués.

L'incidence de ces changements est résumée ci-dessous :

États consolidés de la situation financière

Augmentation (diminution)	31 août 2011 $	31 mai 2011 $	1er septembre 2010 $
Actifs d'impôt différé	5 482	3 726	3 670
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel futurs	20 503	13 971	13 767
Cumul des autres éléments du résultat global	(4 282)	(550)	–
Bénéfices non distribués	(7 324)	(7 463)	(7 879)
Participation sans contrôle	(3 415)	(2 232)	(2 218)

Comptes consolidés de résultat

Augmentation (diminution)	31 août 2011 $	31 mai 2011 $
Charges d'exploitation	(948)	(711)
Charge d'impôt différé	255	191
Profit ou perte de la période	693	520

6. COÛTS D'EMPRUNT

Les IFRS exigent que les coûts d'emprunt relatifs aux actifs qualifiés soient inscrits à l'actif, tandis que les PCGR du Canada permettaient de faire un choix de méthode comptable, c'est-à-dire d'inscrire ces coûts à l'actif ou de les passer en charges. La Société avait choisi de les passer en charges.

Comme il a été expliqué ci-dessus, la Société a décidé d'appliquer ces exigences seulement aux coûts d'emprunt relatifs aux actifs pour lesquels la date de commencement pour la capitalisation est égale ou postérieure à la date de transition. Par conséquent, aucune incidence n'est observée à la date de transition puisque ces coûts avaient déjà été passés en charges. L'incidence de ce changement pour les actifs pour lesquels la date de commencement pour l'inscription à l'actif est postérieure à la date de transition se détaille comme suit:

États consolidés de la situation financière

Augmentation (diminution)	31 août 2011 $	31 mai 2011 $	1er septembre 2010 $
Immobilisations corporelles	541	274	–
Passifs d'impôt différé	138	70	–
Bénéfices non distribués	130	65	–
Participation sans contrôle	273	139	–

Comptes consolidés de résultat

Augmentation (diminution)	31 août 2011 $	31 mai 2011 $
Charges financières	(541)	(274)
Charge d'impôt différé	138	70
Profit ou perte de la période	403	204

7. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le mode prévu de recouvrement des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée aux fins du calcul de l'impôt différé est différent, selon les IFRS, de celui prévu par les PCGR du Canada. L'incidence de l'application d'IAS 12 de façon rétroactive se détaille comme suit:

États consolidés de la situation financière

Augmentation (diminution)	31 août 2011 $	31 mai 2011 **$**	1er septembre 2010 $
Goodwill	(3 625)	(3 625)	–
Passifs d'impôt différé	49 930	49 930	53 555
Bénéfices non distribués	(18 037)	(18 037)	(18 037)
Participation sans contrôle	(35 518)	(35 518)	(35 518)

Les IFRS exigent en outre que les différences temporelles relatives à des actifs courants et à des passifs courants soient présentées dans les passifs non courants et les actifs non courants.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS DU SECTEUR DE LA CÂBLODISTRIBUTION
(non audité)

	31 mai 2012	29 février 2012	30 novembre 2011	31 août 2011
Unités de service primaire[1]	1 962 174	1 955 928	1 943 648	1 897 469
Clients du service de Télévision numérique	765 585	752 642	727 219	678 326
Clients du service de Télévision analogique	103 288	120 684	155 218	199 659
Total des clients des services de Télévision	868 873	873 326	882 437	877 985
Clients du service d'Internet haute vitesse	628 852	626 017	618 499	601 214
Clients du service de Téléphonie	464 449	456 585	442 712	418 270

(1) Représentent la somme des clients des services de Télévision, d'Internet haute vitesse (« IHV ») et de Téléphonie.